

**Art. 17.** Artikel 25 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. § 1. De exploitatie van bij de inwerkingtreding van dit decreet bestaande waterwinningen kan met inachtneming van de voorwaarden die vóór die inwerkingtreding van toepassing zijn, worden voortgezet zonder dat de in dit decreet bedoelde vergunning moet worden verkregen.

§ 2. Wanneer de Regering een nieuwe beschermingszone van tot drinkwater verwerkbaar water afbakt, beschikt de exploitant van een binnen de zone gelegen waterwinning waarvoor krachtens dit decreet een vergunning wordt vereist, over een termijn van twee maanden om een aanvraag tot waterwinningsvergunning in te dienen. Tijdens de onderzoeksperiode van die aanvraag is artikel 22, § 1, a, niet van toepassing. »

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 31 december 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 december 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 513

[Mac — 27092]

**23 DECEMBRE 1993. — Décret modifiant le décret du 30 avril 1990  
instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Dans tous les articles du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié par les décrets du 25 juillet 1991, les mots "l'Exécutif" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

**Art. 2.** A l'article 1er du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 13° est remplacé par le texte suivant :

"13° "Le Gouvernement" : le Gouvernement wallon."

2° L'article est complété comme suit :

"15° fonctionnaire chargé du recouvrement : le fonctionnaire institué dans la fonction de "receveur des taxes et redevances" auprès du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne, Division de la Trésorerie;

16° notification : l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie par lettre recommandée à la poste;

17° la signification : la remise d'une copie de l'acte par exploit d'huissier de justice.

La date de la notification est celle du lendemain de la remise de la pièce notifiée à la poste".

**Art. 3.** A l'article 2 du même décret les mots "à l'exception des eaux de refroidissement" sont supprimés.

**Art. 4.** Dans le même décret, les articles 4 à 6, l'article 7, modifié par le décret du 25 juillet 1991, et les articles 8 à 10 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 4. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante desdites eaux calculée conformément aux formules définies aux articles 6 et 9.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — 182 (1993-1994) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance publique du 30 novembre 1993.

Compte rendu intégral. — Vote. Séance publique du 16 décembre 1993.

La charge polluante qui est à prendre en considération est celle des eaux usées industrielles déversées au cours de l'année qui précède l'année de taxation.

Article 5. La taxe par unité de charge polluante, ci-après dénommée taxe unitaire, des eaux usées industrielles déversées est fixée à 360 francs.

Article 6. La charge polluante des eaux usées industrielles déversées est calculée selon la formule suivante :

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

Dans cette formule :

\* N est le nombre total d'unités de charge polluante;

$$* N1 = \frac{Q [a + 0,35 \times MS + 0,45 \text{ DCO}] \times (0,4 + 0,6 d)}{180 \quad 500 \quad 525}$$

où :

N1 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;

Q est le volume moyen journalier, exprimé en litres, de l'eau usée industrielle déversée par l'entreprise au cours du mois de plus grande activité de l'année, exception faite des eaux de refroidissement; le volume moyen est obtenu en divisant le volume mensuel par le nombre de jours de déversement au cours du mois de plus grande activité;

MS est la teneur en matières en suspension, exprimée en mg/l, de l'eau brute à laquelle se rapporte Q;

DCO est la demande chimique en oxygène, exprimée en mg/l, de l'eau à laquelle se rapporte Q après décantation de deux heures;

a est un coefficient dont la valeur est égale à 0,2, sauf si les eaux sont directement déversées en eau de surface auquel cas elle est égale à 0;

d est le facteur correcteur qui résulte de la fraction qui a pour dénominateur 225 et comme numérateur le nombre de jours pendant lesquels des eaux usées sont déversées; ce facteur est pris en compte pour les activités saisonnières ou intermittentes au cours desquelles il peut être prouvé que des eaux usées sont déversées pendant moins de 225 jours civils par an; dans les autres cas, le facteur d est égal à 1.

$$* N2 = \frac{Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)}{500}$$

où :

N2 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds;

Q1 est le volume annuel exprimé en m<sup>3</sup> de l'eau usée industrielle déversée au cours de l'année, exception faite des eaux de refroidissement;

Xi est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments suivants, exprimées en mg/l : arsenic, chrome, cuivre, nickel, plomb, argent;

Yi est la concentration moyenne en zinc mesurée dans l'eau à laquelle se rapporte Q1, exprimée en mg/l;

Zi est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments cadmium et mercure et exprimées en mg/l;

$$* N3 = \frac{Q1 (N+P)}{10\,000}$$

où :

N3 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de nutriments;

N est la concentration moyenne en azote total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mg N/l;

P est la concentration moyenne en phosphore total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mg P /l;

$$* N4 = \frac{0,2 \cdot Q2 \cdot \Delta t}{10\,000}$$

où :

N4 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la différence de température entre les eaux usées déversées et les eaux de surface réceptrices.

Q2 est le volume annuel, exprimé en m<sup>3</sup>, des eaux de refroidissement déversées par l'entreprise;

$\Delta t$  est l'écart moyen de température exprimé en C° entre l'eau prélevée et l'eau déversée à laquelle se rapporte Q2;

N4 n'est pris en compte que si Q2  $\Delta t$  est supérieur ou égal à 1 000 000.

Article 7. § 1er. Les valeurs des paramètres visés à l'article 6 sont les valeurs maximales qui figurent dans l'autorisation de déversement du redevable, pour autant que celle-ci en comporte et que le redevable respecte les termes de l'autorisation ou les valeurs moyennes réelles déterminées aux frais du redevable par un laboratoire agréé par le Gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de l'administration.

Lorsque le redevable reste en défaut de communiquer à l'administration les valeurs des paramètres à prendre en compte et que l'administration procède ou fait procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent peuvent être portés à charge du redevable.

Le Gouvernement fixe les modalités techniques de détermination des valeurs des paramètres visés à l'article 6.

§ 2. Le redevable peut déduire des valeurs des paramètres MS, DCO, Xi, Yi, Zi, N et P mesurées sur les eaux usées déversées les valeurs correspondantes mesurées sur l'eau d'approvisionnement aux frais du redevable par un laboratoire d'analyses agréé par le Gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de l'administration. La déduction se fait séparément pour chaque paramètre et ne peut avoir pour effet de rendre négatives les valeurs de certains paramètres.

Article 8. Si les valeurs des paramètres désignés dans la formule définie à l'article 6 ne sont pas connues de l'administration et ne peuvent être raisonnablement évaluées par elle au départ des éléments d'appréciation dont elle dispose ou si la détermination fiable des valeurs moyennes réelles de ces paramètres se heurte à des difficultés d'ordre technique ou économique, l'administration calcule la charge polluante au moyen de la formule simplifiée définie à l'article 9.

Article 9. La formule simplifiée de la charge polluante est la suivante :

$$N = N1 + N2$$

Dans cette formule :

\* N est le nombre total d'unités de charge polluante;

$$*N1 = \frac{A C1}{B}$$

où :

N1 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;

A est l'activité annuelle exprimée selon la base utilisée;

B est la base mentionnée dans la colonne 3 du tableau figurant à l'annexe 1 du présent décret;

C1 est le coefficient de conversion mentionné dans la colonne 4 du tableau figurant à l'annexe 1 du présent décret.

$$* N2 = (Q1 - Q2) C2 + Q2 C3$$

où :

N2 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds, de nutriments et d'eaux de refroidissement;

Q1 est le volume annuel, exprimé en m<sup>3</sup>, de l'eau usée industrielle déversée;

Q2 est le volume annuel, exprimé en m<sup>3</sup>, de l'eau de refroidissement déversée;

C2 est le 1/100 sauf si un autre coefficient de conversion est mentionné dans la colonne 5 du tableau figurant à l'annexe 1 du présent décret.

C3 est le 1/10 000

Le produit Q2 C3 n'est pris en compte que si Q2 est supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup>.

Art. 10. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 5 par le nombre N d'unités de charge polluante déterminé à l'article 6 ou à l'article 9."

Art. 5. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 6. Dans le même décret, l'article 13, modifié par le décret du 25 juillet 1991, et les articles 14 et 15 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 13. § 1er. Le volume d'eau auquel s'applique la taxe visée à l'article 12 est déterminé, suivant les règles définies ci-après, au moyen des dispositifs de comptage de l'eau prélevée par le redevable ou, à défaut, sur la base de sa consommation estimée ou de tout autre élément probant dont l'administration dispose pour déterminer sa consommation. Si l'eau est prélevée à la distribution publique, le volume annuel est celui qui figure sur le dernier relevé de consommation d'une période d'un an.

La consommation estimée du redevable est égale au produit du nombre d'unités visées à l'annexe 2 du présent décret par la consommation évaluée correspondante. Le nombre d'unités à prendre en considération est le nombre maximum enregistré dans une même journée dans le courant de l'année de déversement.

§ 2. Pour les personnes qui déversent uniquement des eaux usées domestiques, le volume auquel s'applique la taxe est égal au volume prélevé.

§ 3. Pour les personnes qui déversent des eaux usées industrielles et domestiques, la taxe visée à l'article 12 s'applique à la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eau usée domestique.

§ 4. Pour les personnes qui déversent des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques et qui ne répondent pas aux conditions d'exemption visées à l'article 3, 3°, la taxe s'applique au volume total prélevé. Si celui-ci ne peut être déterminé au moyen de dispositifs de comptage, il est égal au volume obtenu en additionnant la consommation présumée du ménage, soit 100 m<sup>3</sup>, et la consommation estimée du cheptel. Le Gouvernement détermine les modalités d'estimation de cette consommation des animaux. Il se réfère aux charges polluantes unitaires mentionnées à l'annexe 3 du présent décret.

Le nombre d'animaux à prendre en considération pour chaque catégorie est le nombre d'animaux de cette catégorie gardés ou élevés tel qu'il figure dans la déclaration à l'Institut national de statistique lors du recensement agricole et horticole auquel il est procédé à la date du 15 mai de l'année précédant l'année de taxation.

Pour les personnes qui répondent aux conditions d'exemption, le volume est égal à la consommation présumée du ménage, soit 100 m<sup>3</sup>.

Article 14. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 12 par le volume d'eau déterminé à l'article 13.

Article 15. Le traitement par un organisme d'épuration agréé des gadoues de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues est assuré gratuitement par l'organisme d'épuration agréé moyennant le respect des conditions suivantes :

1° les gadoues doivent résulter exclusivement du traitement d'eaux usées domestiques produites en Région wallonne;

2° la vidange des fosses septiques et des systèmes d'épuration analogues doit être effectuée par un vidangeur agréé par le Gouvernement."

Art. 7. L'article 17 du même décret est abrogé.

Art. 8. § 1er. Dans le chapitre IV du même décret, la section I, modifiée par le décret du 25 juillet 1991 et comprenant les articles 18 à 22bis, la section II comprenant l'article 23, et la section III, comprenant les articles 24 à 27, sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Section Ire. — Déclaration, payement et recouvrement de la taxe sur les déversements des eaux usées industrielles.

Article 18. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à l'administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de sa charge polluante de l'année précédente.

Article 19. § 1er. La déclaration est établie sur une formule dont le modèle est établi par le Gouvernement et qui est délivré et adressé directement aux redevables par l'Administration avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une au siège de l'administration.

En cas de cessation d'activités, le redevable est tenu de réclamer une formule de déclaration à l'administration et de la faire parvenir, dans les deux mois de la cessation d'activités, au siège de l'administration.

§ 2. La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 3. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

Article 20. La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'Administration avant le 31 mars de chaque année.

Article 21. La déclaration est vérifiée et le montant de la taxe est établi par l'administration.

Celle-ci prend pour base de calcul de la taxe les éléments déclarés.

Article 22. Tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'administration, de lui communiquer, sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire à la détermination de la base de calcul.

Il est également tenu de permettre l'accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, de ses locaux, terrains et installations aux fins de contrôles techniques à l'administration ou un organisme désigné par le Gouvernement et mandaté par l'administration.

Sans préjudice du droit de l'administration de demander des renseignements verbaux, tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'Administration, de lui fournir, par écrit, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé aux fins de vérifier la base de calcul.

Article 23. Au cas où plusieurs entreprises rejettent en commun leur eaux usées ou effectuent un traitement en commun de celles-ci, la taxe est partagée en parts égales entre les différentes entreprises.

Elles sont tenues, chacune, au respect des dispositions des articles 18 à 22.

Cependant, celles qui peuvent déterminer exactement leur charge polluante peuvent être taxées séparément.

Le reliquat de la taxe est alors réparti par l'administration en parts égales entre les entreprises restantes.

Article 24. Lorsque l'administration estime devoir rectifier les éléments que le redevable a, soit mentionnés dans une déclaration répondant aux conditions prévues aux articles 19 à 22, soit admis par écrit, elle notifie à celui-ci le redressement de la charge polluante déclarée auquel elle a procédé.

Toute rectification est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par l'administration.

Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de sa déclaration.

Article 25. § 1er. L'administration peut procéder à la taxation d'office en fonction des éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue ou fait effectuer, lorsque le redevable s'est abstenu :

- 1° soit de remettre une déclaration dans les délais prévus par les articles 19, § 1er, et 20;
- 2° soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;
- 3° soit de fournir dans le délai prescrit les renseignements écrits qui lui ont été demandés en vertu de l'article 22, § 3.

Elle procède à la taxation d'office dans un délai de deux ans à compter du 31 mars de l'année qui suit l'année de déversement.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable sa décision de recourir à cette procédure et les éléments sur lesquels la taxation est basée.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la taxation intervenue.

Article 26. Si dans le délai fixé aux articles 24, alinéa 3 et 25, § 3, le redevable notifie son désaccord, partiel ou total, l'administration procède comme suit :

1° si elle peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la taxe sur base des éléments préalablement admis ou fixés par elle et revus au regard de ces motifs;

2° si elle ne peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit la taxe sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle.

Dans le cas d'application du premier alinéa, 2°, l'administration notifie sa décision au redevable dans les deux mois de la réception du désaccord.

Article 27. La taxe fait l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

Les rôles sont arrêtés par le Gouvernement et rendus exécutoires par le fonctionnaire délégué qu'il désigne.

Article 28. Le montant de la taxe est porté à la connaissance du redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement, qui adresse au redevable un avertissement-extrait du rôle au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration ou de la taxation d'office.

Article 29. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Article 30. A défaut de paiement de la taxe, des intérêts ou des frais, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais, est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Article 31. Le Gouvernement détermine :

1° le mode à suivre pour les déclarations, la formation des rôles, les paiements, les quittances, les poursuites;

2° le tarif des frais de poursuites qui sont à charge du redevable.

Section 2. — Paiement et recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Article 32. Le Gouvernement arrête les modalités de perception, de contrôle et de recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Il détermine le tarif des frais de poursuite qui sont à charge du redevable.

Article 33. Le Gouvernement peut charger les distributeurs publics d'eau alimentaire d'assurer la perception pour compte de la Région, ou d'y contribuer, auprès de leurs abonnés, de cette taxe, calculée sur le volume total d'eau fourni, sans qu'il résulte pour lesdits distributeurs ou leurs préposés la qualité de comptable de la Région.

Il règle également la tenue des registres par les distributeurs, les modalités de perception et de versement à la Région des montants perçus, et de communication à la Région des renseignements nécessaires au contrôle et à la récupération des taxes éventuellement non perçues.

Article 34. La taxe est payable dans le délai fixé par l'avis de paiement établi par l'administration et adressé au contribuable par le fonctionnaire chargé du recouvrement ou, dans les cas d'application de l'article 33, par le distributeur d'eau, dont la facture portant, distinctement, mention de la taxe, vaut avis de paiement.

Le délai de paiement est d'au moins quinze jours; il prend cours à partir de la date d'envoi de l'avis de paiement.

Article 35. La taxe que les personnes visées à l'article 13, § 3 et § 4, alinéa 1er, ont acquittée, durant l'année précédente, en application de l'article 33 est imputable sur le montant total de la taxe calculé par l'Administration conformément aux articles 10 et 14.

Article 36. A défaut de paiement de la taxe, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire délégué par lui.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Article 37. La notification ou la signification visée à l'article 36, alinéas 3 et 4 fait courir les intérêts moratoires calculés conformément à l'article 43.

"Section 3. — Dispositions communes

Article 38. Le Gouvernement peut charger toute personne de droit public d'effectuer toute mission technique permettant à la Région d'arrêter le nombre d'unités de charge polluante.

Article 39. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de ce qui est prévu aux §§ 2 à 4, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la Vème partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

§ 2. Après la signification ou la notification visées aux articles 30 et 36, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut, dans les cas déterminés par le Gouvernement, faire procéder à la notification valant saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable.

La saisie-arrêt doit être également dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 3. Sous réserve de ce qui est prévu au § 2, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas et 1543 du Code judiciaire sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 4. La saisie-arrêt exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au § 2 :

1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt exécution;

2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3° qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie pratiquée par pli recommandé à la poste par le fonctionnaire garde ses effets conservatoires, si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

§ 5. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice, à signifier par exploit à la Région au Cabinet du Président du Gouvernement.

Article 40. Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle la contrainte a été rendue exécutoire.

Article 41. § 1<sup>er</sup>. Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur les revenus et sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux.

Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de Commerce et après le privilège réservé à l'Etat par l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Les taxes, intérêts et frais sont garantis par une hypothèque légale sur les biens qui appartiennent au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles.

L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs; elle ne prend rang qu'à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du fonctionnaire chargé du recouvrement. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours.

Elle ne peut être requise qu'à partir de l'expiration du délai d'exigibilité tel qu'il résulte de l'article 29 ou qu'après la notification ou signification visées à l'article 36.

Dans les cas d'application de l'article 36, elle a lieu sur présentation d'une copie, certifiée conforme par le fonctionnaire chargé du recouvrement, de la contrainte mentionnant la date de la signification ou de la notification.

§ 3. L'article 447, alinéa 2, du livre III du Code de commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis, n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne :

1° les taxes comprises dans les rôles rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite;

2° les taxes dues pour lesquelles une contrainte a été notifiée ou signifiée au redevable antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

Article 42. La réclamation portant demande en remboursement de la taxe est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région au Cabinet du Président du Gouvernement.

Cette demande est formée dans les deux ans du paiement.

Article 43. A défaut de paiement dans le délai fixé à l'article 29, les sommes dues sont productives, de plein droit dès le lendemain, au profit du Trésor, pour la durée du retard, d'un intérêt au taux de l'intérêt légal.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant de la taxe restant dû arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint cent francs au total.

Article 44. En cas de remboursement de la taxe, des intérêts moratoires sont alloués au taux de l'intérêt légal.

Les intérêts sont calculés mensuellement sur le montant de chaque paiement arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de remboursement :

1° de surtaxes visées aux articles 24 et 25, effectuées d'office après l'expiration du délai de réclamation;

2° si l'intérêt n'atteint pas cent francs au total."

§ 2. Les articles 28 et 29 du même décret en deviennent les articles 45 et 46; dans ce dernier article, les mots "à l'article 28" sont remplacés par les mots "à l'article 45". Les articles 30 à 33 du même décret en deviennent les articles 47 à 50.

Art. 9. L'article 30 du même décret est complété par les dispositions suivantes :

"9° les dépenses d'investissement nécessaires à la réalisation par les organismes d'épuration agréés des centres de traitement des gadoues de fosses septiques et celles relatives aux frais de fonctionnement de ces centres;

10° les dépenses relatives au traitement des boues des stations d'épuration des organismes d'épuration agréés;

11° les subventions pour encourager l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues et les dépenses en vue d'exercer le contrôle des installations de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues décidées en vertu de l'article 39 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

12° les subventions attribuées aux communes pour qu'elles établissent leur plan communal général d'épouillage en vertu de l'article 36 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution."

Art. 10. L'annexe du même décret est remplacée par les annexes du présent décret.

Art. 11. La charge polluante contenue dans les eaux industrielles déversées au cours de l'année 1993 est déterminée suivant les formules et coefficients définis dans les articles 6 et 7 et dans l'annexe du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques modifié par le décret du 25 juillet 1991.

Art. 12. Sans préjudice des dispositions de l'article 11, le présent décret modificatif entre en vigueur le 31 décembre 1993, à l'exception de l'article 8 dont les dispositions entrent en vigueur aux dates fixées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe 1

Numéro d'ordre	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion	Remarques
1	2	3	4	5
1	— Abattoirs et tueries à l'exclusion de la préparation de viandes :		CI	C2
	a) porcs	1000 kg de poids abattu	0,3	4
	s'il y a une boyauderie, augmentation de b) autres animaux	1000 kg de poids abattu	0,23	5
	Facteurs d'augmentation :		0,52	
	— évacuation du contenu des panses		1,18	
	— évacuation du sang des porcs		0,53	
	— évacuation du sang d'autres animaux		0,96	
2	— Abattoirs de volailles :			
	Groupe I	1000 kg de poids abattu	0,29	1
	Groupe II	1000 kg de poids abattu	0,58	1
	Groupe III	1000 kg de poids abattu	1,02	1
3	— Amidonneries et féculeries	1000 kg de matière première	3	
4	— Amiante, amiante-ciment, béton, briques, chaux, ciment, poterie, verre (fabriques de)	100 journées de travail	0,35	0,014
5	— Ateliers de réparation d'automobiles, de trams ou de trains, garages, installations de lavage d'automobiles	1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,05	0,032
6	— Blanchisserie à l'exception des salons-lavoirs :			
	a) lavage humide	1 000 kg de linge provenant uniquement d'hôtels et d'hôtels : paquets de draps et essuie-mains pour rouleaux automatiques	0,44	
		1 000 kg de linge blanc pour autant qu'aucun autre coefficient ne soit d'application	0,73	
		1 000 kg de linge de couleur, vêtements de travail et essuie-mains et essuie de cuisine de location	1,02	
		1 000 kg de linge amidonné	1,62	
		100-journées de travail	0,18	
		1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,73	
		100 journées de travail	4,5	0,011
		100 journées de travail	0,23	0,032
		100 journées de travail	3,3	0,032
		1 000 kg de pommes de terre	0,87	
		1 000 kg de pommes, poires, fraises	1,02	
		1 000 kg de cerises, groseilles et autres fruits doux	0,73	
		1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,04	0,032
		1 000 kg de matière première	1,1	
		1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,04	0,022
7	b) nettoyage à sec			
8	c) teinture de vêtements			
	— Fabriques de produits d'entretien et de lubrifiants			
	— Décapage du fer : en outre par			
9	1 000 kg de fer bivalent déversé			
	— Préparation de patates préfrîtes			
10	— Fabrique de conserves de fruits			
	(y compris fabrique de confitures)			
11	— Usines de galvanisation			
12	— Usines à gaz			
13	— Imprimeries et autres entreprises d'arts graphiques utilisant le papier et le carton			



Numéro d'ordre	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion	Remarques
1	2	100 journées de travail	Cl 4 Cz 5	6
14	— Laboratoires		1,1	0,011
15	Laiteries :			
	a) entreprises non assainies.			
		1 000 kg de lait réceptionné	0,13	
		1 000 kg de lait réceptionné dans un poste de réception.	0,06	
		1 000 kg de beurre et de concentré de beurre (tiré du beurre)	4,38	
		1 000 kg de beurre (préparation continue sans lavage)	1,47	
		1 000 kg de fromage	4,38	
		1 000 kg de produits en bouteille	0,35	
		1 000 kg de poudre de lait (séchage sur cylindres)	1,78	
		1 000 kg de poudre de lait (séchage en tour spray)	1,47	
		1 000 kg de lait condensé	0,44	
		préparation de crème à la glace par 1000 kg de matière première	0,44	
	b) entreprises assainies			2
		1 000 kg de lait réceptionné	0,06	
		1 000 kg de beurre	2,27	
		1 000 kg de fromage	1,78	
		100 journées de travail	11,18	0,017
		100 journées de travail	0,65	
		100 journées de travail	0,45	
16	— Fabriques de laques et de couleurs			
17	— Fabriques de bougies et blanchiment de la cire			
18	— Boulangeries et pâtisseries, fabrique d'aliments non désignés salleurs			
	— Casseries d'oeufs			
19	a) Brasseries			
	b) idem avec rétention du houblon et de la drèche			
20	— Torréfaction de cacahuètes			
21	— Cacao, chocolat, confiserie et miel (fabriques de)			
22	— Industrie de la céramique			
23	— Industries chimiques			
	a) chimie minérale et activités de transformation			
	b) chimie organique			
24	— fabriques de colle			
25	— Cuirs et peaux, fourrures :			
	a) tannage au chrome			
	b) tannage végétal			
	c) mégisseries			
	d) pelleteries			
	e) chamoiseries			
26	— Entreprises de destruction			
27	— Distilleries			
28	— Emailleries			
		1 000 kg de matière première	6,9	0,012
		1 000 kg de matière première	7	0,011
		1 000 kg de matière première	10	0,011
		1 000 kg de matière première	10	0,011
		1 000 kg de matière première	20	0,011
		1 000 kg de poids brut de matières à détruire	1,1	0,032
		1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,06	
		1 m <sup>3</sup> d'eau utilisée	0,04	0,032

Numéro d'ordre	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion	Remarques
29	-- Fabriques de conserves de légumes	1 000 kg de pommes de terre épluchées 1 000 kg de pommes de terres blanchies 1 000 kg de carottes, oignons 1 000 kg de betteraves rouges 1 000 kg de soupe verte julienne 1 000 kg d'épinards, endives, variétés de choux (sauf préparation de choucroute) et choux-raves 1 000 kg de poireaux, haricots verts, haricots coupés et céleris	1,75 1,9 1,3 2,1 0,96 0,75 0,58	1 1 1 1 1 1 1
30	-- Lavage de légumes	1 000 kg de petits pois et pois chiches 1 000 kg d'autres légumes 1 000 kg de carottes 1 000 kg d'échalotes 1 000 kg de mélasse 1 000 l de produit fabriqué	1,02 0,5 0,13 0,23 9,3 0,12	1 1 1 1 1
31	-- Levureries et distilleries d'alcool	1 000 kg d'huile ou de graisse brute	0,7	1
32	-- Limonaderies et eaux en bouteille	1 000 kg de produit fabriqué	0,16	
33	-- Fabriques de margarine, graisses et huiles alimentaires si l'huile est obtenue exclusivement par pressage des grains	100 journées de travail 100 journées de travail 100 journées de travail 1000 kg de papier de pâte mécanique ou de cellulose idem provenant d'autres matières 1000 kg de carton 100 journées de travail 1 000 kg de poisson 1 000 kg de poisson 1 000 kg de matière première 1 000 kg de pommes de terre 1 000 kg de savon	0,23 0,23 0,23 1,6 7,8 4,9 5,84 2,43 3,3 0,034 1,44 0,55 3,1 0,27 0,027	0,032 0,032
34	-- Malteries	1 000 kg de farine de blé	0,16	
35	-- Travail du métal :			
	a) travail mécanique			
36	b) zingage, décapage des non-ferreux			
37	-- Industrie métallurgique			
	-- Industrie du papier			
38	-- Fabriques de carton de paille			
39	-- Fabriques de parfums et de cosmétiques			
40	-- Fabriques de conserves de poisson			
41	-- Fabriques de farines de poisson			
42	-- Battage de pois et de pois chiches			
43	-- Féculerie de pommes de terre			
44	-- Fabriques de savon			
	-- si le résidu du relargage est déversé			
45	-- Sucrieries et râperies de betteraves			
	-- si l'eau usée provient uniquement des condenseurs			
46	-- Industrie textile :			
	a) filatures			
	b) tissages			
	c) teintureries			
	d) ateliers de blanchiment			
	e) lavoirs de laine			
47	-- Lavage de toonneaux et de fitts			
48	-- Installations de vulcanisation, fabriques de produits en caoutchouc, de câbles et de simili-cuir			

Numéro d'ordre	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion...	Coefficients de conversion		Remarques
			C1	C2	
1	2				
49	— Entreprises de préparation de viande	1 000 kg de produit fabriqué: cuisson de saucisses, jambon	4	5	6
		1 000 kg de produit fabriqué: autres	0,73		
50	— Industrie de transformation des matières plastiques	100 journées de travail	0,45		
51	— Centrales électriques	100 journées de travail	0,22		
52	— Piscicultures	1 000 kg d'aliment déversé	0,22	0,011	
53	— Piscines	m <sup>3</sup> d'eau utilisée	8		3

## Remarques :

1. Appartiennent au groupe I, les entreprises dont la consommation d'eau est basse (10 m<sup>3</sup> par 1000 kg de poids abattu) et qui ont pris de bonnes précautions pour recueillir le sang et sans traitement ou transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe II, les entreprises qui pratiquent uniquement des traitements et/ou le transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe III, les entreprises qui pratiquent le transport humide de plumes ou de déchets, et en outre toutes les entreprises de cuisson de poulets ainsi que toutes les entreprises qui n'appartiennent pas aux groupes I ou II.

2. Il faut entendre par laiterie assainie, la laiterie dans laquelle de bonnes précautions ont été prises pour limiter le degré de pollution, telles que recueillir les égouttures de lait, retenir le dépôt de l'eau qui a servi au lavage du beurre, recueillir les résidus de pressurage, prévenir les fuites d'eau, etc.

3. pourcentage de réduction lié à la mise en oeuvre de certaines mesures :

a) utilisation d'aliments à haute digestibilité : 30 %

b) filtration sur filtre rotatif à la sortie des bassins d'élevage : 75 %

c) lagune de décantation de dimension adaptée au débit avec reprise périodique des boues : 50 %

En cas d'utilisation d'aliments à haute digestibilité et de mise en oeuvre d'un des procédés b) ou c) ci-dessus, une réduction globale pouvant aller jusqu'à 100 % peut être consentie si une campagne d'analyses réalisées sur instruction et sous contrôle de l'administration a conclu à la disparition totale ou quasi totale de la charge polluante mesurable.

Vu pour être annexé au décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidés,

C. MATHOT

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe 2

Unité	Consommation présumée
Ménages	
— résidence principale	100 m <sup>3</sup>
— résidence secondaire	25 m <sup>3</sup>
Campings	
— emplacement	20 m <sup>3</sup>
Entreprises, bureaux	
— personne employée	20 m <sup>3</sup>
Etablissements d'enseignement	
— élève	5 m <sup>3</sup>
Internats, casernes, hôtels, maisons de repos, établissements de soins	
— lit	45 m <sup>3</sup>

Vu pour être annexé au décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe 3

Catégorie d'animaux	Charge polluante unitaire
Bovins	
mâles	
— de moins de 6 mois	1,5
— de 6 à 12 mois	3
— de 1 à 2 ans	6
— de plus de 2 ans	7,5
femelles	
— de moins de 1 an	1,5
— de 1 à 2 ans	3,5
— vache laitière	10
— vache allaitante ou de réforme	7,5
Porcins	
— porc à l'engraissement	1,2
— truie en production	3
Volailles	
— poule pondeuse	0,06
— poulet de chair	0,04
— autres volailles	0,08
Ovins et caprins	
— de moins de 1 an	0,25
— de plus de 1 an	0,7
Lapins	0,4
Equins	7

Vu pour être annexé au décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEËLS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

[Mac — 27092]

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 513

**23. DEZEMBER 1993. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990  
zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

**Artikel 1.** In allen Artikeln des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, abgeändert durch die Dekrete vom 25. Juli 1991, wird das Wort "Exekutive" durch das Wort "Regierung" ersetzt.

**Art. 2.** Artikel 1 dieses Dekrets wird folgendermaßen abgeändert :

1° Nummer 13 wird durch folgenden Text ersetzt :

"13° "Regierung" : die Wallonische Regierung".

2° Der Artikel wird wie folgt ergänzt :

"15° "mit der Eintreibung beauftragter Beamter" : der Beamte, der beim Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Finanzverwaltung, in die Funktion "Einnehmer der Steuern und Gebühren" eingesetzt worden ist,

16° "Notifikation" : der per Einschreiben vorgenommene Versand eines originalen Verfahrensaktes oder einer Kopie davon,

17° "Zustellung" : die Übergabe einer Kopie des Aktes durch einen Gerichtsvollzieher.

Das Datum der Notifikation ist das Datum des Tages nach dem der Übergabe des per Post notifizierten Schriftstücks."

**Art. 3.** In Artikel 2 dieses Dekrets werden die Wörter "mit Ausnahme von Kühlwasser" gestrichen.

**Art. 4.** Im selben Dekret werden die Artikel 4 bis 6, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991, und die Artikel 8 bis 10 durch folgende Bestimmungen ersetzt :

"Artikel 4. Die jährliche Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser richtet sich nach der Belastung dieses Wassers, die gemäß den in den Artikeln 6 und 9 bestimmten Formeln ermittelt wird.

Die zu berücksichtigende Belastung ist die der industriellen Abwässer, die im Laufe des Jahres vor dem Veranlagungsjahr abgeleitet worden sind.

Artikel 5. Die Abgabe je Einheit der Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, ist auf 360 Franken festgesetzt.

Artikel 6. Die Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer wird aufgrund folgender Formel ermittelt :

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

In dieser Formel ist :

\* N die Gesamtanzahl Belastungseinheiten;

$$* N1 = \frac{Q}{180} \left[ a + \frac{0,35 \times MS}{500} + \frac{0,45 \times DCO}{525} \right] \times (0,4 + 0,6 d)$$

wobei :

N1 die mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und von oxidierbaren Stoffen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist,

Q das in Liter ausgedrückte tägliche Durchschnittsvolumen industriellen Abwassers ist, das der Betrieb im Laufe des arbeitsreichsten Monats des Jahres abgeleitet hat; dies gilt nicht für Kühlwasser : Das Durchschnittsvolumen erhält man, indem man das monatliche Volumen durch die Anzahl Tage teilt, an denen das Kühlwasser im Laufe des arbeitsreichsten Monats abgeleitet worden ist.

MS der in mg/l ausgedrückte Schwebstoffgehalt des Rohwassers ist, auf das Q sich bezieht,

CSB der in mg/l ausgedrückte chemische Sauerstoffbedarf des Wassers ist, auf das Q sich nach zweistündiger Absetzzeit bezieht,

a ein Koeffizient mit einem Wert von 0,2 ist, außer wenn das Wasser direkt in Oberflächenwasser eingeleitet wird; in diesem Fall ist sein Wert gleich 0,

d der Berichtigungsfaktor ist, der sich aus der Bruchzahl ergibt, die 225 als Nenner und die Anzahl Tage, an denen Abwasser abgeleitet worden ist, als Zähler hat; dieser Faktor wird für saisonale oder

*Sitzungsperiode 1993-1994.*

*Ratsdokumente.* — 182 (1993-1994) Nrn. 1 bis 5.

*Ausführlicher Bericht.* — Diskussion. Öffentliche Sitzung vom 30. November 1993.

*Ausführlicher Bericht.* — Abstimmung. Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1993.

gelegentliche Tätigkeiten berücksichtigt, bei denen nachgewiesen werden kann, daß Abwässer während weniger als 225 Kalendertage im Jahr abgeleitet werden; in den anderen Fällen ist der Faktor d gleich 1.

$$*N2 = \frac{Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)}{500}$$

wobei :

N2 die mit dem Vorhandensein von Schwermetallen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist,

Q1 das in m<sup>3</sup> ausgedrückte jährliche Volumen des im Laufe des Jahres abgeleiteten industriellen Abwassers - mit Ausnahme des Kühlwassers - ist,

Xi die Summe der in mg/l ausgedrückten durchschnittlichen Arsen-, Chrom-, Kupfer-, Nickel-, Blei- und Silberkonzentrationen ist, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden sind,

Yi die in mg/l ausgedrückte durchschnittliche Zinkkonzentration ist, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden ist,

Zi die Summe der in mg/l ausgedrückten durchschnittlichen Kadmium- und Quecksilberkonzentrationen, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden sind.

$$*N3 = \frac{Q1 (N+P)}{10\ 000}$$

wobei :

N3 die mit dem Vorhandensein von Nährstoffen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist,

N die in mg N/l ausgedrückte durchschnittliche Konzentration an Gesamtstickstoff ist, die im Abwasser gemessen worden ist, auf das Q1 sich bezieht,

P die in mg P/l ausgedrückte durchschnittliche Konzentration an Gesamtphosphor ist, die im Abwasser gemessen worden ist, auf das Q1 sich bezieht.

$$*N4 = \frac{0,2 \cdot Q2 \cdot \Delta t}{10\ 000}$$

wobei :

N4 die Anzahl Belastungseinheiten ist, die mit dem Temperaturunterschied verbunden ist, der zwischen dem abgeleiteten Abwasser und dem Oberflächenwasser besteht, das dieses Abwasser aufnimmt,

Q2 das in m<sup>3</sup> ausgedrückte jährliche Volumen des vom Betrieb abgeleiteten Kühlwassers ist,

$\Delta t$  der in °C ausgedrückte durchschnittliche Temperaturunterschied zwischen dem entnommenen Wasser und dem abgeleiteten Wasser ist, auf das Q2 sich bezieht.

N4 wird nur berücksichtigt, wenn Q2dt mindestens 1000 000 entspricht.

Artikel 7. § 1. Die Werte der in Artikel 6 aufgeführten Parameter sind die Höchstwerte, die in der Einleitungsgenehmigung des Abgabepflichtigen stehen, soweit sie welche enthält und der Abgabepflichtige den Wortlaut der Genehmigung oder die tatsächlichen Durchschnittswerte beachtet, die ein von der Regierung zugelassenes Labor nach den Anweisungen und unter der Kontrolle der Verwaltung zu Lasten des Abgabepflichtigen bestimmt hat. Wenn der Abgabepflichtige der Verwaltung die zu berücksichtigenden Werte der Parameter nicht mitteilt und die Verwaltung Probenahmen und Untersuchungen zur Ermittlung dieser Werte vornimmt bzw. vornehmen läßt, können die daraus hervorgehenden Kosten dem Abgabepflichtigen angerechnet werden.

Die Regierung bestimmt die technischen Einzelheiten für die Ermittlung der Werte der in Artikel 6 aufgeführten Parameter.

§ 2. Der Abgabepflichtige kann von den im abgeleiteten Abwasser gemessenen Werten der Parameter MS, CSB, Xi, Yi, Zi, N und P die entsprechenden Werte abziehen, die ein von der Regierung zugelassenes Untersuchungslabor nach den Anweisungen und unter der Kontrolle der Verwaltung zu Lasten des Abgabepflichtigen im Versorgungswasser gemessen hat. Der Abzug erfolgt für jeden Parameter separat und darf nicht dazu führen, daß die Werte gewisser Parameter negativ werden.

Artikel 8. Wenn die Verwaltung die Werte der in der in Artikel 6 bestimmten Formel aufgeführten Parameter nicht kennt und sie sie aufgrund der zu ihrer Verfügung stehenden Bewertungselemente nicht auf angemessene Weise ermitteln kann oder wenn man für eine zuverlässige Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte dieser Parameter auf technische oder wirtschaftliche Schwierigkeiten stößt, berechnet die Verwaltung die Belastung anhand der in Artikel 9 bestimmten vereinfachten Formel.

Artikel 9. Die vereinfachte Formel der Belastung lautet wie folgt :

$$N = N1 + N2.$$

In dieser Formel ist :

\* N die Gesamtanzahl Belastungseinheiten

$$*N1 = \frac{A \cdot C1}{B}$$

wobei :

N1 die mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und von oxidierbaren Stoffen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist,

A die je nach benutzter Grundlage ausgedrückte jährliche Leistung ist,

B die Grundlage ist, die in Kolonne 3 der Tabelle von Anlage 1 zum vorliegenden Dekret angegeben ist,

C 1 der Umrechnungsfaktor ist, der in Kolonne 4 der Tabelle von Anlage 1 zum vorliegenden Dekret angegeben ist,

$$* N2 = (Q1 - Q2) C2 + Q2 \cdot C3$$

wobei :

N 2 die mit dem Vorhandensein von Schwermetallen, Nährstoffen und Kühlwasser verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist,

Q1 das in m<sup>3</sup> ausgedrückte Jahresvolumen abgeleiteten industriellen Abwassers ist,

Q2 das in m<sup>3</sup> ausgedrückte Jahresvolumen abgeleiteten Kühlwassers ist,

C2 das Hundertstel ist, außer wenn ein anderer Umrechnungsfaktor in Kolonne 5 der Tabelle von Anlage 1 zum vorliegenden Dekret angegeben ist,

C3 das Zehntausendstel ist.

Das Produkt von Q2.C3 wird nur berücksichtigt, wenn Q2 mindestens 200 000 m<sup>3</sup> entspricht.

Artikel 10. Die jährliche Abgabe ergibt sich aus der Multiplikation der in Artikel 5 erwähnten Abgabe je Einheit mit der in Artikel 6 bzw. in Artikel 9 bestimmten Anzahl Belastungseinheiten N."

Art. 5. Artikel 11 dieses Dekrets wird aufgehoben.

Art. 6. Im selben Dekret werden Artikel 13, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991, und die Artikel 14 und 15 durch folgende Bestimmungen ersetzt :

"Artikel 13. § 1. Das Wasservolumen, das mit der in Artikel 12 erwähnten Abgabe belegt wird, wird gemäß den nachstehenden Regeln ermittelt anhand der Zähler des vom Abgabepflichtigen entnommenen Wassers oder notfalls aufgrund seines geschätzten Verbrauchs oder jeglichen anderen beweiskräftigen Elementes, über das die Verwaltung zur Ermittlung seines Verbrauchs verfügt. Wenn das Wasser aus der öffentlichen Wasserversorgung stammt, ist das jährliche Wasservolumen dasjenige, das in der letzten Verbrauchsaufstellung für einen Zeitraum von einem Jahr angegeben ist.

Der geschätzte Verbrauch des Abgabepflichtigen entspricht dem Produkt der Anzahl der in Anlage 2 zum vorliegenden Dekret aufgeführten Einheiten mit dem entsprechenden geschätzten Verbrauch. Die Anzahl der zu berücksichtigenden Einheiten ist die Höchstanzahl, die an einem Tag im Laufe des Ableitungsjahres registriert worden ist.

§ 2. Für Personen, die ausschließlich häusliche Abwässer ableiten, entspricht das Volumen, das mit der Abgabe belegt wird, dem entnommenen Volumen.

§ 3. Für Personen, die häusliche und industrielle Abwässer ableiten, wird der Teil des entnommenen Gesamtvolumens, der in Form von häuslichem Abwasser abgeleitet wird, mit der in Artikel 12 erwähnten Abgabe belegt.

§ 4. Für Personen, die landwirtschaftliche Abwässer ableiten, die häuslichen Abwässern gleichgestellt sind, und die die in Artikel 3 Nr. 3 aufgeführten Bedingungen für eine Befreiung nicht erfüllen, wird das entnommene Gesamtvolumen mit der Abgabe belegt. Wenn dieses Volumen nicht anhand von Zählern ermittelt werden kann, entspricht es dem Volumen, das man durch das Addieren des mutmaßlichen Verbrauchs des Haushalts, d.h. 100 m<sup>3</sup>, und des geschätzten Verbrauchs des Viehs erhält. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Schätzung dieses Verbrauchs der Tiere. Sie bezieht sich auf die in Anlage 3 zum vorliegenden Dekret jeweils aufgeführte Belastung je Einheit.

Die für jede Kategorie zu berücksichtigende Anzahl Tiere ist die Anzahl gehaltener oder gezüchteter Tiere dieser Kategorie, so wie sie aus der Meldung an das Landesamt für Statistiken anlässlich der landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Zählung hervorgeht, die am 15. Mai des Jahres vor dem Veranlagungsjahr vorgenommen wird.

Für Personen, die die Bedingungen für eine Befreiung erfüllen, entspricht das Volumen dem mutmaßlichen Verbrauch des Haushalts, d.h. 100 m<sup>3</sup>.

Artikel 14. Die jährliche Abgabe ergibt sich aus der Multiplikation der in Artikel 12 erwähnten Abgabe je Einheit mit dem in Artikel 13 bestimmten Wasservolumen.

Artikel 15. Die durch eine zugelassene Einrichtung für die Klärung vorgenommene Behandlung der Fäkalien von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen wird von der zugelassenen Einrichtung für die Klärung kostenlos gewährleistet, sofern folgenden Bedingungen entsprochen wird :

1° Die Fäkalien müssen ausschließlich aus der Aufbereitung von häuslichen Abwässern hervorgehen, die in der Wallonischen Region erzeugt worden sind.



2° Die Entleerung der Faulgruben und ähnlicher Klärvorrichtungen muß von einem von der Regierung zugelassenen Entleerer vorgenommen werden.

Art. 7. Artikel 17 dieses Dekrets wird aufgehoben.

Art. 8. § 1. In Kapitel IV dieses Dekrets werden Abschnitt 1, der durch das Dekret vom 25. Juli 1991 abgeändert worden ist und die Artikel 18 bis 22bis umfaßt, Abschnitt 2, der Artikel 23 umfaßt, und Abschnitt 3, der die Artikel 24 bis 27 umfaßt, durch folgende Bestimmungen ersetzt :

"Abschnitt 1 — Abgabenerklärung, Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von industriellem Abwasser

Artikel 18. Jeder Abgabepflichtige muß der Verwaltung jedes Jahr alle Angaben mitteilen, die zur Bestimmung der Belastung des vorangehenden Jahres erforderlich sind.

Artikel 19. § 1. Die Erklärung erfolgt auf einem Formular, dessen Muster von der Regierung bestimmt wird und das die Verwaltung den Abgabepflichtigen vor dem 31. Januar des Veranlagungsjahres direkt ausstellt und übermittelt.

Abgabepflichtige, die das Formular nicht erhalten haben, müssen es am Sitz der Verwaltung beantragen.

Bei einer Betriebseinstellung muß der Abgabepflichtige ein Formular für die Erklärung bei der Verwaltung beantragen und es binnen zwei Monaten nach der Betriebseinstellung an den Sitz der Verwaltung schicken.

§ 2. Das Formular wird gemäß den darin aufgeführten Angaben ausgefüllt, für richtig erklärt, datiert und unterzeichnet.

§ 3. Die Dokumente, Aufstellungen oder Angaben, die laut Formular vorzulegen sind, sind integrierender Bestandteil der Erklärung und müssen ihr beigefügt werden.

Artikel 20. Die Erklärung muß vor dem 31. März jedes Jahres an den Sitz der Verwaltung geschickt werden bzw. dort abgegeben werden.

Artikel 21. Die Verwaltung überprüft die Erklärung und legt den Betrag der Abgabe fest.

Erstere stützt sich für die Berechnung der Abgabe auf die mitgeteilten Angaben.

Artikel 22. Jeder Abgabepflichtige muß der Verwaltung, wenn er von ihr dazu aufgefordert wird, jedes zur Ermittlung der Berechnungsgrundlage erforderliche Dokument zwecks Überprüfung vor Ort mitteilen.

Er muß der Verwaltung bzw. einer von der Regierung bestimmten und von der Verwaltung beauftragten Einrichtung auch zu jeder Zeit, wo gearbeitet wird, den Zugang zu seinen Räumen, Grundstücken und Anlagen zwecks technischer Kontrolle erlauben.

Unbeschadet des Rechts der Verwaltung, mündliche Auskünfte einzuholen, muß jeder Abgabepflichtige der Verwaltung, wenn er von ihr dazu aufgefordert wird, jede Auskunft, um die er zwecks Überprüfung der Berechnungsgrundlage gebeten wird, binnen dem Monat der Bitte schriftlich erteilen.

Artikel 23. Wenn mehrere Betriebe ihre Abwässer gemeinsam ableiten oder diese gemeinsam aufbereiten, wird die Abgabe zu gleichen Teilen unter die verschiedenen Betriebe verteilt.

Jeder Betrieb ist verpflichtet, die Bestimmungen der Artikel 18 bis 22 einzuhalten.

Die Betriebe, die ihre Belastung genau bestimmen können, können jedoch separat veranlagt werden.

Der restliche Betrag der Abgabe wird dann von der Verwaltung zu gleichen Teilen unter die übrigen Betriebe verteilt.

Artikel 24. Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, sie müsse die Angaben, die der Abgabepflichtige entweder in einer den in den Artikeln 19 bis 22 vorgesehenen Bedingungen entsprechenden Erklärung vermerkt hat oder schriftlich angenommen hat, berichtigen, notifiziert sie ihm die von ihr vorgenommene Berichtigung der angegebenen Belastung.

Jede Berichtigung wird dem Abgabepflichtigen binnen acht Monaten ab dem Tag des Eingangs der Erklärung bei der Verwaltung notifiziert.

Der Abgabepflichtige verfügt ab dieser Notifikation über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Der Betrag der Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, außer wenn der Abgabepflichtige der Berichtigung seiner Erklärung schriftlich zugestimmt hat.

Artikel 25. § 1. Die Verwaltung kann den Abgabepflichtigen aufgrund der ihr zur Verfügung stehenden Angaben und gegebenenfalls aufgrund der Kontrollen, die sie ausführt bzw. hat ausführen lassen, von Amts wegen veranlagen, wenn er :

1° binnen den durch die Artikel 19 § 1 und 20 vorgesehenen Fristen keine Erklärung abgegeben hat,

2° den bzw. die Formfehler, mit dem bzw. denen seine Erklärung behaftet ist, nicht binnen der zu diesem Zweck eingeräumten Frist beseitigt hat,

3° die schriftlichen Auskünfte, um die er aufgrund von Artikel 22 § 3 gebeten worden ist, nicht binnen der vorgeschriebenen Frist erteilt hat.

Sie nimmt die Veranlagung von Amts wegen vor binnen einer Frist von zwei Jahren ab dem 31. März des Jahres, das dem Ableitungsjahr folgt.

§ 2. Bevor die Verwaltung zur Veranlagung von Amts wegen schreitet, notifiziert sie dem Abgabepflichtigen ihren Beschluß, dieses Verfahren anzuwenden, und die Angaben, auf denen die Veranlagung beruht.

§ 3. Der Abgabepflichtige verfügt ab dieser Notifikation über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Der Betrag der Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, außer wenn der Abgabepflichtige der erfolgten Veranlagung schriftlich zugestimmt hat.

Artikel 26. Wenn der Abgabepflichtige binnen der in den Artikeln 24 Absatz 3 und 25 § 3 festgelegten Frist ein Schreiben notifiziert, in dem er der Berichtigung bzw. der Veranlagung teilweise oder gar nicht zustimmt, verfährt die Verwaltung wie folgt :

1° Wenn sie sich den vom Abgabepflichtigen angeführten Gründen anschließen kann, bestimmt sie den Betrag der Abgabe aufgrund der Angaben, die sie vorher angenommen oder festgelegt und angesichts dieser Gründe revidiert hat.

2° Wenn sie sich den vom Abgabepflichtigen angeführten Gründen nicht anschließen kann, bestimmt sie den Betrag der Abgabe aufgrund der Angaben, die sie vorher angenommen oder festgelegt hat.

Bei einer Anwendung von Absatz 1 Nr. 2 notifiziert die Verwaltung dem Abgabepflichtigen ihren Beschluß binnen zwei Monaten nach Eingang des Schreibens, in dem er der Berichtigung bzw. der Veranlagung teilweise oder gar nicht zustimmt.

Artikel 27. Die Abgabe bildet den Gegenstand von jährlichen oder besonderen Heberollen.

Die Heberollen werden von der Regierung erstellt und von dem von ihr bevollmächtigten Beamten für vollstreckbar erklärt.

Artikel 28. Der Betrag der Abgabe wird dem Abgabepflichtigen durch den mit der Einziehung beauftragten Beamten mitgeteilt, der dem Abgabepflichtigen spätestens am 31. März des Jahres nach demjenigen der Einreichung der Erklärung bzw. der Veranlagung von Amts wegen einen Veranlagungsbescheid übermittelt.

Artikel 29. Die Abgabe ist binnen zwei Monaten nach Versand des Veranlagungsbescheids zu entrichten.

Artikel 30. Wenn die Abgabe, die Zinsen oder die Kosten nicht bezahlt worden sind, ist die Eintreibungshandlung für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und Kosten ein Vollstreckungsauftrag.

Er wird von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten erlassen.

Er wird anhand eines Schriftstücks mit Zahlungsbefehl durch einen Gerichtsvollzieher zugestellt.

In den von der Regierung bestimmten Fällen kann er auch dem Abgabepflichtigen notifiziert werden.

Artikel 31. Die Regierung bestimmt :

1° die Art und Weise, wie die Erklärungen, die Erstellung der Heberollen, die Zahlungen, die Ausstellung der Quittungen, die Verfolgungen erfolgen müssen,

2° den Tarif der Betriebskosten, die zu Lasten des Abgabepflichtigen gehen.

*Abschnitt 2 — Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser*

Artikel 32. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erhebung, die Kontrolle und die Eintreibung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser.

Sie bestimmt den Tarif der Betriebskosten, die zu Lasten des Abgabepflichtigen gehen.

Artikel 33. Die Regierung kann die für die Trinkwasserversorgung zuständigen öffentlichen Einrichtungen beauftragen, die aufgrund des gesamten gelieferten Wasservolumens berechnete Abgabe für Rechnung der Region bei ihren Abnehmern zu erheben oder dazu beizutragen, wobei diese Einrichtungen bzw. ihre Angestellten dadurch nicht die Eigenschaft eines Buchführers der Region haben.

Sie bestimmt auch, wie die Register von den Einrichtungen zu führen sind, wie die Abgaben zu erheben sind und die erhobenen Beträge der Region zu zahlen sind und wie die zur Kontrolle und zur Beitreibung der eventuell nicht erhobenen Abgaben erforderlichen Auskünfte der Region zu übermitteln sind.

Artikel 34. Die Abgabe ist binnen der Frist zu entrichten, die in dem von der Verwaltung aufgestellten und dem Abgabepflichtigen durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten übermittelten Zahlungsbescheid oder, bei Anwendung von Artikel 33, von der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung festgelegt worden ist, deren Rechnung mit der deutlichen Angabe der Abgabe den Wert eines Zahlungsbescheids hat.

Die Zahlungsfrist beträgt mindestens fünfzehn Tage; sie läuft ab dem Tag des Versands des Zahlungsbescheids.

Artikel 35. Die Abgabe, die die in Artikel 13 § 3 und § 4 Absatz 1 erwähnten Personen in Anwendung von Artikel 33 im vorangehenden Jahr bezahlt haben, wird auf den Gesamtbetrag der Abgabe angerechnet, den die Verwaltung gemäß den Artikeln 10 und 14 ermittelt hat.

Artikel 36. Wenn die Abgabe nicht bezahlt worden ist, ist die erste Eintreibungshandlung für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und Kosten ein Vollstreckungsauftrag.

Er wird von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten erlassen : Er wird von dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region bzw. dem von ihm bevollmächtigten Beamten abgezeichnet und für vollstreckbar erklärt.

Er wird anhand eines Schriftstücks mit Zahlungsbefehl durch einen Gerichtsvollzieher zugestellt.

In den von der Regierung bestimmten Fällen kann er auch dem Abgabepflichtigen notifiziert werden.

Artikel 37. Mit der Notifikation bzw. der Zustellung im Sinne von Artikel 36 Absätze 3 und 4 laufen die gemäß Artikel 43 berechneten Verzugszinsen.

*Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen*

Artikel 38. Die Regierung kann jede öffentlich-rechtliche Person beauftragen, jeden technischen Auftrag auszuführen, der der Region ermöglichen soll, die Anzahl Belastungseinheiten zu bestimmen.

Artikel 39. § 1. Unter Vorbehalt dessen, was in den Paragraphen 2 bis 4 vorgesehen ist, erfolgt die Ausführung des Vollstreckungsauftrags gemäß den Bestimmungen von Teil V Titel III des Gerichtsgesetzbuches in bezug auf die Zwangsvollstreckung.

§ 2. Nach der Zustellung bzw. Notifikation im Sinne der Artikel 30 und 36 kann der mit der Eintreibung beauftragte Beamte in den von der Regierung bestimmten Fällen die Notifikation vornehmen lassen, die als definitive Drittpfändung der dem Abgabepflichtigen geschuldeten bzw. gehörenden Beträge und Wechsel gilt.

Die Drittpfändung muß dem Abgabepflichtigen per Einschreiben mitgeteilt werden.

Diese Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlaß zur Aufstellung und Zusendung - durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten - einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

§ 3. Unter Vorbehalt dessen, was in Paragraph 2 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen der Artikel 1539, 1540, 1542 Absätze 1 und 2 und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf diese Pfändung, wobei als vereinbart gilt, daß der Betrag der Pfändung dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 4. Die definitive Drittpfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück, so wie es in den Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, wenn aus der Erklärung, die der Drittgepfändete nach der Pfändung abgeben muß und gemäß Paragraph 2 per Einschreiben zugestellt wird, hervorgeht :

1° daß der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die Drittpfändung erhebt,

2° daß der Drittgepfändete seine Schuld gegenüber dem gepfändeten Schuldner anfecht,

3° daß ein anderer Gläubiger vor der Pfändung durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten Einspruch gegen die Tatsache erhoben hat, daß der Drittgepfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewahrt die vom Beamten per Einschreiben vorgenommene Drittpfändung ihre Wirkung, wenn dieser Beamte gemäß Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches die definitive Drittpfändung durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen läßt, der der Abgabe der Erklärung des Drittgepfändeten bei der Post folgt.

§ 5. Die Ausführung des Vollstreckungsauftrags kann nur durch einen vom Abgabepflichtigen erhobenen begründeten Einspruch mit Vorladung vor Gericht unterbrochen werden, der der Region im Kabinett des Ministers-Vorsitzenden der Regierung zuzustellen ist.

Artikel 40. Die Eintreibung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser verjährt in fünf Jahren ab dem Tag, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist.

Die Eintreibung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser verjährt in fünf Jahren ab dem Tag, an dem der Vollstreckungsauftrag für vollstreckbar erklärt worden ist.

Artikel 41. § 1. Für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und der Kosten verfügt die Region über ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf die Einkünfte und auf alle beweglichen Güter des Abgabepflichtigen, mit Ausnahme der Schiffe und Boote.

Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem Vorzugsrecht, das dem Staat aufgrund von Artikel 87 des Gesetzbuches über die Mehrwertsteuer vorbehalten ist.

§ 2. Die Abgaben, Zinsen und Kosten werden durch eine gesetzliche Hypothek auf die Güter gesichert, die dem Abgabepflichtigen gehören und in Belgien gelegen sind und die mit einer solchen Hypothek belastet werden können.

Die gesetzliche Hypothek wirkt sich nicht nachteilig auf die vorherigen Vorzugsrechte und Hypotheken aus : Sie belegt ihren Rang ab ihrer Eintragung.

Die Hypothek wird auf Antrag des mit der Eintreibung beauftragten Beamten eingetragen. Die Eintragung erfolgt trotz Einsprüchen, Anfechtungen oder Berufungen.

Sie kann nur nach Ablauf der Fälligkeitsfrist, so wie sie aus Artikel 29 hervorgeht, oder nach der Notifikation bzw. der Zustellung im Sinne von Artikel 36 beantragt werden.

Bei Anwendung von Artikel 36 erfolgt sie bei Vorlage einer von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten beglaubigten Kopie des Vollstreckungsauftrags, der das Datum der Zustellung bzw. der Notifikation angibt.

§ 3. Artikel 447 Absatz 2 des Buches III des Handelsgesetzbuches über Konkurse, Bankrotte und Aufschübe findet keine Anwendung auf die gesetzliche Hypothek für :

1° die Abgaben, die in den vor dem Konkursdekret für vollstreckbar erklärten Heberollen aufgeführt sind,

2° die geschuldeten Abgaben, für die dem Abgabepflichtigen ein Vollstreckungsauftrag vor dem Konkursdekret notifiziert bzw. zugestellt worden ist.

Artikel 42. Die Beschwerde zwecks Antrag auf Rückerstattung der Abgabe wird durch ein Schriftstück eingelegt, das eine Vorladung vor Gericht beinhaltet und der Region im Kabinett des Ministers-Vorsitzenden der Regierung zuzustellen ist.

Dieser Antrag wird binnen zwei Jahren nach der Zahlung gestellt.

Artikel 43. Wenn die geschuldeten Beträge nicht in der in Artikel 29 festgelegten Frist gezahlt worden sind, sind sie von Rechts wegen ab dem Tag danach zugunsten der Finanzverwaltung für die Dauer des Verzugs zum gesetzlichen Zins verzinslich.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des noch geschuldeten Betrags der Abgabe, abgerundet auf das untere Tausend, berechnet. Jeder Teil eines Monats wird als ganzer Monat gezählt.

Der Zins wird nur gefordert, wenn er insgesamt hundert Franken erreicht.

Artikel 44. Bei einer Rückerstattung der Abgabe werden Verzugszinsen zum gesetzlichen Zins gewährt.

Die Zinsen werden monatlich auf der Grundlage des Betrags jeder Zahlung, abgerundet auf das untere Tausend, berechnet. Jeder Teil eines Monats wird als ganzer Monat gezählt.

Es werden keine Verzugszinsen gewährt bei einer Rückerstattung :

1° von von Amts wegen nach Ablauf der Beschwerdefrist mit einem Zuschlag belegten Abgaben im Sinne der Artikel 24 und 25,

2° wenn der Zins insgesamt nicht hundert Franken erreicht.

§ 2. Die Artikel 28 und 29 dieses Dekrets werden die Artikel 45 und 46; in letzterem Artikel werden die Wörter "in Artikel 28" durch die Wörter "in Artikel 45" ersetzt. Die Artikel 30 bis 33 dieses Dekrets werden die Artikel 47 bis 50."

Art. 9. Artikel 30 dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmungen ergänzt :

"9° die Investitionsausgaben, die nötig sind, damit die zugelassenen Einrichtungen für die Klärung Zentren für die Behandlung der Fäkalien von Faulgruben errichten können, und die Ausgaben in bezug auf die Betriebskosten dieser Zentren,

10° die Ausgaben für die Behandlung der Schlämme der Kläranlagen der zugelassenen Einrichtungen für die Klärung,

11° die Zuschüsse zur Förderung der Anlage von Faulgruben und von ähnlichen Klärvorrichtungen und die Ausgaben zur Ausführung der Kontrolle der aufgrund von Artikel 39 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung beschlossenen Anlagen von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen,

12° die Zuschüsse, die den Gemeinden bewilligt werden, damit sie aufgrund von Artikel 36 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung ihren allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan aufstellen."

Art. 10. Die Anlage zum Dekret wird durch die Anlagen des vorliegenden Dekrets ersetzt.

Art. 11. Die Belastung der im Laufe des Jahres 1993 abgeleiteten industriellen Abwässer wird nach den in den Artikeln 6 und 7 und in der Anlage zum Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991, bestimmten Formeln und Koeffizienten, ermittelt.

Art. 12. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 tritt vorliegendes Abänderungsdekret am 31. Dezember 1993 in Kraft; dies gilt nicht für Artikel 8, dessen Bestimmungen an den von der Regierung bestimmten Daten in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Dezember 1993.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten für die Wallonische Region,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts für die Wallonische Region,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage 1

Laufende Nummer	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkungen	
			CI 4	CZ 5	
1	2	3			
1	— Schlachthöfe und private Schlachthäuser, mit Ausnahme der Zubereitung von Fleisch: a) Schwein Im Falle einer Verarbeitung von Därmen, Steigerung von b) andere Tiere Steigerungsfaktoren: — Beseitigung des Panseninhalts — Beseitigung des Schweineblutes — Beseitigung des Blutes anderer Tiere — Schlachthöfe für Geflügel: Gruppe I Gruppe II Gruppe III — Stärkefabriken — Asbest, Asbestzement, Beton, Ziegel, Kalk, Zement, Töpferwaren, Glas (-fabriken) 5 Werkstätten für die Reparatur von Kraftfahrzeugen, Straßenbahnen oder Zügen, Garagen, Autowaschanlagen — Wäschereien, mit Ausnahme der Waschsaloons: a) Naßreinigung	1 000 kg Schlachtgewicht 1 000 kg Schlachtgewicht	0,3 0,23 0,52  1,18 0,53 0,96  0,29 0,58 1,02 3 0,35	CZ 5         0,014 0,032	1 1 1
2					
3					
4					
5					
6					
7	b) Trockenreinigung c) Färbung von Kleidung	1 000 kg Weißwäsche, ausschließlich aus Krankenhäusern und Hotels: Bettwäsche und Handtücher für automatische Rollen 1 000 kg Weißwäsche, insofern kein anderer Faktor gilt 1 000 kg Buntwäsche, gestellte Arbeitskleidung, Handtücher und Küchentücher 1 000 kg gestärkte Wäsche 100 Arbeitstage 1 m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser 100 Arbeitstage	0,44  0,73 1,02 1,62 0,18 0,73 4,5	0,011	
8	— Fabriken, in denen Putz- und Pflegemittel und Schmiermittel hergestellt werden	100 Arbeitstage	0,23	0,032	
9	— Beizen von Eisen; pro 1000 kg abgeladenes zweierwertiges Eisen — Zubereitung von vorfrühten Kartoffeln	100 Arbeitstage 1 000 kg Kartoffeln	3,3 0,87	0,032	
10	— Fabriken, in denen Obstkonserven hergestellt werden (Konfitürefabriken einbezogen)	1 000 kg Äpfel, Birnen, Erdbeeren 1 000 kg Kirschen, Johannisbeeren und andere süße Früchte	1,02 0,73		
11	— Galvanisierwerke	1 m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,04	0,032	
12	— Gaswerke	1 000 kg Rohstoff	1,1		
13	— Druckereien und andere Druckbetriebe, die Papier und Karton gebrauchen	1 m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,04	0,022	

Laufende Nummer	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkungen
1	2	3	4	5
14	— Laboratorien	100 Arbeitstage	1,1	0,011
15	Molkereien :			
	a) nicht sanierte Betriebe	1 000 kg geprüfte Milch	0,13	
		1 000 kg in einer Prüfstelle geprüfte Milch	0,06	
		1 000 kg Butter und (aus Butter gewonnenes) Butterfett	4,38	
		1 000 kg Butter (ununterbrochene Zubereitung ohne Waschen)	1,47	
		1 000 kg Käse	4,38	
		1 000 kg Flaschenprodukte	0,35	
		1 000 kg Milchpulver (Walzentrocknung)	1,78	
		1 000 kg Milchpulver (Sprühtrocknung)	1,47	
		1 000 kg Kondensmilch	0,44	
		Zubereitung von Eiscreme pro 1 000 kg Rohstoff	0,44	
		1 000 kg geprüfte Milch	0,06	
		1 000 kg Butter	2,27	
		1 000 kg Käse	1,78	
16	— Lack- und Farbenfabriken	100 Arbeitstage	11,18	0,017
17	— Kerzenfabriken und Wachsbleichen	100 Arbeitstage	0,65	
18	— Bäckereien und Konditoreien, Fabriken, in denen Nahrungsmittel hergestellt werden, die an keiner anderen Stelle genannt werden	100 Arbeitstage	0,45	
19	— Eieraufbereitungsbetriebe	1 000 kg hergestelltes Produkt	0,5	
	a) Brauereien	1 000 kg Bier	1,33	
	b) idem bei der Retention des Hopfens und der Treber	1 000 kg Bier	0,34	
20	— Rösten von Erdnüssen	1 000 kg Rohstoff	0,75	
21	— Kakao, Schokolade, Süßwaren und Honig (-fabriken)	1 000 kg Endprodukt	0,29	
22	— Keramikindustrie	100 Arbeitstage	0,22	0,014
23	— Chemische Industrie			
	a) anorganische Chemie und Umwandlungsprozesse	100 Arbeitstage	11,8	0,019
	b) organische Chemie	100 Arbeitstage	23,6	0,011
	— Klebstofffabriken	1 000 kg Knochenleim	3,7	
24	— Leder und Felle, Pelze :			
25	a) Chromgerbung	1 000 kg Rohstoff	6,9	0,012
	b) Pflanzengerbung	1 000 kg Rohstoff	7	0,011
	c) Alaungerberei	1 000 kg Rohstoff	10	0,011
	d) Rauchwarenzurichtung	1 000 kg Rohstoff	10	0,011
	e) Sämschgerberei	1 000 kg Rohstoff	20	0,011
26	— Vernichtungsbetriebe	1 000 kg Bruttogewicht von zu vernichtenden Materialien	1,1	0,032
27	— Brennereien	1 m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,06	
28	— Emaillierwerke	1 m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,04	0,032

Laufende Nummer	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkungen
1	2			
29	--- Fabriken, in denen Gemüsekonserven hergestellt werden	3	CI 4	5
		1 000 kg geschälte Kartoffeln	1,75	1
		1 000 kg blanchierte Kartoffeln	1,9	1
		1 000 kg Möhren, Zwiebeln	1,3	1
		1 000 kg rote Rüben	2,1	1
		1 000 kg grüne Julienesuppe	0,96	1
		1 000 kg Spinat, Endivien, Kohlrarten (außer der Zubereitung von Sauerkraut) und Kohlraben	0,75	1
		1 000 kg Porree, grüne Bohnen, Stangenbohnen und Sellerie	0,58	1
		1 000 kg Erbsen und Kichererbsen	1,02	1
		1 000 kg anderes Gemüse	0,5	1
30	--- Waschen von Gemüse	1 000 kg Möhren	0,13	1
		1 000 kg Schalotten	0,23	1
		1 000 kg Melasse	9,3	
31	--- Hefefabriken und Spiritusbrennereien	1 000 l hergestelltes Produkt	0,12	
32	--- Limonadenfabriken und Wasser in Flaschen	1 000 kg noch nicht raffiniertes Öl oder Fett	0,7	
33	--- Fabriken, in denen Margarine, Speisefett und -öl hergestellt werden; wenn das Öl ausschließlich durch Pressen der Körner gewonnen wird	1 000 kg hergestelltes Produkt		
34	--- Mälzereien	1 000 kg Gerste	0,16	
35	--- Metallverarbeitung	100 Arbeitstage	0,23	
	a) mechanische Arbeit	100 Arbeitstage	0,23	0,032
	b) Verzinken, Beizen des Nichteisenmetalls	100 Arbeitstage	0,23	0,032
36	--- Metallindustrie	1 000 kg Holzschliff- oder Zellulosepapier	1,6	
37	--- Papierindustrie	idem Papier aus anderen Stoffen	7,8	
38	--- Fabriken, in denen Strohplatte hergestellt wird	1 000 kg Pappe	4,9	
39	--- Parfüm- und Kosmetikfabriken	1 000 kg Pappe	5,84	
40	--- Fabriken, in denen Fischkonserven hergestellt werden	1 000 kg Fisch	2,43	
41	--- Fabriken, in denen Fischmehl hergestellt wird	1 000 kg Fisch	3,3	
42	--- Dreschen von Erbsen und Kichererbsen	1 000 kg Rohstoff	0,034	
43	--- Fabriken, in denen aus Kartoffeln Stärke gewonnen wird	1 000 kg Kartoffeln	1,44	
44	--- Seifenfabriken	1 000 kg Seife	0,55	
45	--- wenn der Rückstand aus dem Aussalzen abgeleitet wird	1 000 kg Zuckerrüben	3,1	
	--- Rübenzucker- und Rübensaftfabriken	1 000 kg Zuckerrüben	0,27	
	--- wenn das Abwasser ausschließlich aus den Kondensatoren stammt	1 000 kg Zuckerrüben	0,027	
46	--- Textilindustrie :			
	a) Spinnereien	100 Arbeitstage	0,18	
	b) Webereien	100 Arbeitstage	0,18	
	c) Färbereien	m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,73	
	d) Bleichstätten	m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,73	
	e) Wollwäschereien	1 000 kg Rohwolle	7	
47	--- Waschen von Tonnen und Fässern	m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,58	0,021
48	--- Vulkanisieranstalten, Fabriken, in denen Gummiwaren, Kabel und Kunstleder hergestellt werden	100 Arbeitstage	0,08	0,011

Laufende Nummer	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor	Bemerkungen
1	2	3	C1	6
49	— Betriebe, in denen Fleisch zubereitet wird	1 000 kg hergestelltes Produkt : Braten von Würsten, Kochen von Schinken	4 0,73	5
50	— Kunststoffverarbeitende Industrie	1000 kg hergestelltes Produkt : andere Zubereitungen	0,45	3
51	— Kraftwerke	100 Arbeitstage	0,22	
52	— Fischzucht	100 Arbeitstage	0,22	0,011
53	— Schwimmbäder	1 000 kg verteiltes Futter	8	
	Bemerkungen :	m <sup>3</sup> gebrauchtes Wasser	0,008	

1. Zur Gruppe I gehören Betriebe, deren Wasserverbrauch gering ist (10 m<sup>3</sup> pro 1000 kg Schlachtgewicht), die geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen haben, um das Blut aufzufangen, und die die Federn oder Abfälle weder feucht behandeln noch transportieren.

Zur Gruppe II gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle nur feucht behandeln und/oder transportieren.  
Zur Gruppe III gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle feucht transportieren, und alle Betriebe, die Hähnchen braten, sowie alle Betriebe, die nicht zu den Gruppen I oder II gehören.

2. Unter "sanierte Molkerei" versteht man die Molkerei, in der geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen worden sind, um den Verschmutzungsgrad zu begrenzen, wie das Auffangen der letzten Milchtropfen, das Zurückhalten des Wassers, welches zum Waschen der Butter gedient hat, das Sammeln der Prefrückstände, das Verhüten der Wasserausflüsse usw.

3. Prozentsatz der Reduzierung, der mit gewissen Maßnahmen verbunden ist :
- a) Fütterung mit leicht verdaulichem Futter : 30%
  - b) Filtration über Drehfilter am Ausgang der Zuchtbecken : 75%
  - c) Absetzteich, dessen Größe der Abflussmenge angepasst ist, mit regelmäßiger Schlammrücknahme : 50%
- Bei Fütterung mit leicht verdaulichem Futter und Anwendung eines der unter Lit. b) oder Lit. c) erwähnten Verfahren kann eine globale Reduzierung bis zu 100% gewährt werden; aus den auf Anweisung und unter Aufsicht der Verwaltung durchgeführten Untersuchungen geht hervor, daß die meßbare Belastung ganz bzw. fast ganz zurückgegangen ist.

Gesehen, um dem Entwurf des Dekrets zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschulden Arbeiten für die Wallonische Region,  
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens für die Wallonische Region,  
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,  
J.-P. GRAPE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts für die Wallonische Region,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN



## Anlage 2

Einheit	Mutmaßlicher Verbrauch
Haushalte	
— Hauptwohntort	100 m <sup>3</sup>
— zweiter Wohnort	25 m <sup>3</sup>
Campingplätze	
— Standplatz	20 m <sup>3</sup>
Betriebe, Büros	
— beschäftigte Person	20 m <sup>3</sup>
Lehranstalten	
— Schüler	5 m <sup>3</sup>
Internate, Kasernen, Hotels, Altenheime, Pflegeanstalten	
— Bett	45 m <sup>3</sup>

Gesehen, um dem Entwurf des Dekrets zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten für die Wallonische Region,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts für die Wallonische Region,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage 3

Kategorie von Tieren	Belastung je Einheit
Rinder	
männliche Rinder	
— unter 6 Monaten	1,5
— von 6 bis 12 Monate	3
— von 1 bis 2 Jahre	6
— über 2 Jahre	7,5
weibliche Rinder	
— unter 1 Jahr	1,5
— von 1 bis 2 Jahre	3,5
— Milchkuh	10
— Mutterkuh oder Schlachtkuh	7,5
Schweine	
— Mastschwein	1,2
— Zuchtsau	3
Geflügel	
— Legehennen	0,06
— Masthähnchen	0,04
— anderes Geflügel	0,08
Schafe und Ziegen	
— unter 1 Jahr	0,25
— über 1 Jahr	0,7
Kaninchen	0,4
Pferde	7

Gesehen, um dem Entwurf des Dekrets zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezugsarbeiten für die Wallonische Region,  
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens für die Wallonische Region,  
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts für die Wallonische Region,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

## VERTALING

N. 94 — 513

**23 DECEMBER 1993. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel of huishoudelijk afvalwater (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In alle artikelen van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1991, worden de woorden "de Executieve" vervangen door de woorden "de Regering".

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° Punt 13° wordt vervangen door de volgende tekst :

"13°. "De Regering" : de Waalse Regering."

2° Het artikel wordt aangevuld als volgt :

"15° de met de invordering belaste ambtenaar : de ambtenaar benoemd tot het ambt van ontvanger der belastingen en heffingen bij het algemene secretariaat van het Ministerie van het Waalse Gewest, afdeling Thesaurie.

16° bekendmaking : de toezending in origineel of in afschrift van een procedureakte bij ter post aangetekende brief.

17° betekening : het overgeven van een afschrift van de akte bij deurwaardersexploot.

De bekendmakingsdatum is de dag volgend op de dag waarop het betekende stuk ter post wordt afgegeven.

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de woorden "met uitzondering van koelwater" afgeschaft.

**Art. 4.** In hetzelfde decreet worden de artikelen 4 tot 6, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, en de artikelen 8 tot 10, vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 4. De jaarlijkse belasting op het lozen van industrieel afvalwater is evenredig met de hoeveelheid verontreinigende stoffen ervan berekend overeenkomstig de in de artikelen 6 en 9 bepaalde formules.

De in aanmerking te nemen hoeveelheid verontreinigende stoffen is die van het industriële afvalwater geloosd gedurende het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat.

Artikel 5. De belasting per eenheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater, hierna eenheidsbelasting genoemd, is vastgesteld op 360 frank.

Artikel 6. De hoeveelheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater wordt berekend aan de hand van de volgende formule :

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

waarin :

\* N = het totale aantal eenheden verontreinigende stoffen;

$$* N1 = \frac{Q}{180} \left[ a + \frac{0,35 \times MS}{500} + \frac{0,45 \times DCO}{525} \right] \times (0,4 + 0,6 d)$$

waarin :

N1 = het aantal eenheden verontreinigde stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;

Q = het dagelijks gemiddelde volume van het industriële afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in liter, geloosd door het bedrijf tijdens de drukste maand van het jaar; het gemiddelde volume is het resultaat van de deling van het maandelijks volume door het aantal lozingsdagen tijdens de drukste maand;

MS = het gehalte aan zwevende stoffen, uitgedrukt in mg/l, van het ruwe water waarop Q betrekking heeft;

COD = het chemische zuurstofverbruik, uitgedrukt in mg/l, van het water waarop Q betrekking heeft na bezinking van twee uren;

a = een coëfficiënt met als waarde 0,2, behalve als het water rechtstreeks in het oppervlaktewater wordt geloosd; dan is de waarde gelijk aan 0;

Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad. — 182 (1993-1994) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. — Bespreking. Openbare vergadering van 30 november 1993.

Volledig verslag. — Stemming. Openbare vergadering van 16 december 1993.

d = de verbeterende factor resulterende uit een breuk met als noemer 225 en als teller het aantal dagen gedurende dewelke afvalwater wordt geloosd; die factor wordt in aanmerking genomen voor de seizoengebonden of periodieke activiteiten waarvoor kan worden bewezen dat gedurende minder dan 225 burgerlijke dagen per jaar afvalwater wordt geloosd; in de andere gevallen is de factor gelijk aan 1.

$$*N2 = \frac{Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)}{500}$$

waarin :

N2 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen;

Q1 = het jaarlijkse volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in m<sup>3</sup>, dat tijdens het jaar is geloosd;

Xi = de som van de gemiddelde arsenicum-, chroom-, koper-, nikkel-, lood-, zilverconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

Yi = de gemiddelde zinkconcentratie, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

Zi = de som van de gemiddelde cadmium- en kwikconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking en uitgedrukt in mg/l.

$$*N3 = \frac{Q1 (N+P)}{10\ 000}$$

waarin :

N3 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van voedingsstoffen;

N = de gemiddelde concentratie van totale stikstof, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

P = de gemiddelde concentratie van totaal fosfor, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg P/l.

$$*N4 = \frac{0,2 \cdot Q2 \cdot \Delta t}{10\ 000}$$

waarin :

N4 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan het temperatuurverschil tussen het geloosde afvalwater en het ontvangende oppervlaktewater;

Q2 = het door het bedrijf jaarlijks geloosde volume koelwater, uitgedrukt in m<sup>3</sup>;

$\Delta t$  = het gemiddelde temperatuurverschil, uitgedrukt in C°, tussen het opgevangen en het geloosde water waarop Q2 betrekking heeft;

N4 = wordt enkel in aanmerking genomen indien of groter dan of gelijk is aan 1 000 000.

Artikel 7. § 1. De waarden van de in artikel 6 bedoelde parameters zijn de in de lozingsvergunning van de belastingplichtige vermelde maximale waarden, voor zover zij erin vermeld staan en de belastingplichtige de vergunningsvoorwaarden of de werkelijke gemiddelde waarden in acht neemt, die op kosten van de belastingplichtige door een door de Regering erkend laboratorium bepaald zijn overeenkomstig de voorschriften en onder toezicht van het bestuur. Als de belastingplichtige de in aanmerking te nemen parameterswaarden verzuimt mede te delen aan het bestuur en dit laatste tot monsternemingen en analyses overgaat of laat overgaan om die waarden te bepalen, kunnen die verrichtingen ten laste komen van de belastingplichtige.

De Regering stelt de technische modaliteiten vast voor de bepaling van de waarden van de in artikel 6 bedoelde parameters.

§ 2. Van de in het geloosde afvalwater gemeten waarden van de parameters MS, COD, Xi, Yi, N en P kan de belastingplichtige de overeenstemmende waarden aftrekken die, overeenkomstig de voorschriften en onder toezicht van het bestuur, op zijn kosten worden gemeten door een door de Regering erkend laboratorium. De aftrek gebeurt afzonderlijk en mag niet tot gevolg hebben dat de waarden van bepaalde parameters negatief worden.

Artikel 8. Als het bestuur de waarden van de parameters van de in artikel 6 bepaalde formule niet kent en het die parameters niet redelijkerwijs kan vaststellen op basis van de beoordelingselementen waarover het beschikt, of als technische of economische moeilijkheden de betrouwbare vaststelling van de reële gemiddelde waarden van die parameters in de weg staan, berekent het de hoeveelheid verontreinigende stoffen aan de hand van de in artikel 9 bepaalde vereenvoudigde formule.

Artikel 9. De vereenvoudigde formule van de hoeveelheid verontreinigende stoffen is de volgende .

$$N = N1 + N2$$

waarin :

\* N = het totaal aantal eenheden verontreinigende stoffen;

$$*N1 = \frac{A \cdot C1}{B}$$

waarin :

N1 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;

A = de jaarlijkse bedrijvigheid uitgedrukt overeenkomstig de gebruikte basis;

B = de basis vermeld in kolom 3 van de tabel in bijlage 1 bij dit decreet;

C1 = de omzettingcoëfficiënt vermeld in kolom 4 van de tabel in bijlage 1 bij dit decreet.

$$* N2 = (Q1 - Q2) \cdot C2 + Q2 \cdot C3$$

waarin :

N2 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen, voedingsstoffen en koelwater;

Q1 = het jaarlijkse volume van het geloosde industriële afvalwater, uitgedrukt in m<sup>3</sup>;

Q2 = het jaarlijkse volume van het geloosde koelwater, uitgedrukt in m<sup>3</sup>;

C2 = het 1/100ste behalve wanneer een andere omzettingcoëfficiënt wordt vermeld in kolom 5 van de tabel in bijlage 1 bij dit decreet;

C3 = het 1/10 000ste.

Het produkt Q2 x C3 wordt enkel in aanmerking genomen als Q2 groter dan of gelijk is aan 200.000 m<sup>3</sup>.

Artikel 10. De jaarlijkse belasting is het produkt van de vermenigvuldiging van de in artikel 5 bedoelde eenheidsbelasting met het in artikel 6 of artikel 9 bepaalde aantal N eenheden verontreinigende stoffen."

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde decreet is opgeheven.

Art. 6. In hetzelfde decreet worden artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, en de artikelen 14 en 15 vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 13. § 1. Het watervolume onderworpen aan de in artikel 12 bedoelde belasting wordt overeenkomstig de hierna vermelde regels bepaald door middel van meetinrichtingen die de door de belastingplichtige opgevangen waterhoeveelheden opmeten of, bij gebrek eraan, op basis van zijn geraamd waterverbruik of van ieder ander bewijsstuk waarover het bestuur beschikt om zijn waterverbruik vast te stellen. Indien het water afkomstig is van het openbare watervoorzieningsnet, is het jaarlijkse volume het volume dat vermeld staat in de laatste verbruiksopmeting van een periode van één jaar.

Het geraamde waterverbruik van de belastingplichtige is gelijk aan het produkt van de vermenigvuldiging van het in bijlage 2 bij dit decreet bedoelde aantal eenheden met het overeenstemmende geraamde waterverbruik. Het in aanmerking te nemen aantal eenheden is het maximumaantal dat in de loop van het lozingsjaar op dezelfde dag wordt geregistreerd.

§ 2. Voor personen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater lozen, is het aan de belasting onderworpen watervolume gelijk aan het opgevangen volume.

§ 3. Voor personen die industrieel en huishoudelijk afvalwater lozen, is de in artikel 12 bedoelde belasting van toepassing op het gedeelte van het opgevangen volume dat als huishoudelijk afvalwater wordt geloosd.

§ 4. Voor personen die met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld landbouwafvalwater lozen en niet aan de in artikel 3, 3°, bedoelde vrijstellingsvoorwaarden voldoen, is de belasting van toepassing op het totaal opgevangen watervolume. Indien dat volume niet kan worden vastgesteld door middel van meetinrichtingen, is het gelijk aan het volume verkregen door het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 100 m<sup>3</sup>, en het geraamde waterverbruik van de veestapel op te tellen. De Regering bepaalt de ramingsmodaliteiten voor het dierenwaterverbruik. Zij beroept zich op de in bijlage 3 bij dit decreet vermelde eenheidshoeveelheden verontreinigende stoffen.

Het voor elke categorie in aanmerking te nemen aantal dieren is het aantal gehouden of gefokte dieren van die categorie zoals het vermeld staat in de bij het Nationaal Instituut voor Statistiek ingediende aangifte ter gelegenheid van de landbouw- en tuinbouwstelling die plaatsvindt op 15 mei van het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat.

Voor personen die de vrijstellingsvoorwaarden vervullen, is het volume gelijk aan het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 100 m<sup>3</sup>.

Artikel 14. De jaarlijkse belasting is het produkt van de vermenigvuldiging van de in artikel 12 bedoelde eenheidsbelasting met het in artikel 13 bepaalde watervolume.

Artikel 15. Het slib afkomstig van septic tanks en van gelijksoortige zuiveringsinrichtingen wordt gratis behandeld door een erkende instelling mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° het slib moet uitsluitend afkomstig zijn van de behandeling van in het Waalse Gewest geproduceerd huishoudelijk afvalwater;

2° de septic tanks en gelijksoortige zuiveringsinrichtingen dienen te worden geruimd door een door de Regering erkend ruimingsbedrijf."

Art. 7. Artikel 17 van hetzelfde decreet is opgeheven.

Art. 8. § 1. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet worden afdeling I, artikelen 18 tot 22bis, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, afdeling II, artikel 23 en afdeling III, artikelen 24 tot 27, vervangen door de volgende bepalingen :

"Afdeling 1 — Aangifte, betaling en invordering van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater.

Artikel 18. Elke belastingplichtige moet jaarlijks alle gegevens vereist, voor de vaststelling van zijn hoeveelheid verontreinigende stoffen van het voorgaande jaar bij het bestuur aangeven.

Artikel 19. § 1. De aangifte wordt opgemaakt aan de hand van het formulier waarvan het model door de Regering is vastgesteld en dat de belastingplichtige vóór 31 januari van het belastingjaar rechtstreeks door het Bestuur wordt toegezonden.

De belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten het op de zetel van het Bestuur afhalen.

In geval van stopzetting van zijn activiteiten moet de belastingplichtige een aangifteformulier bij het Bestuur opeisen en het binnen twee maanden na de stopzetting van de activiteiten bij de zetel van het bestuur doen toekomen.

§ 2. Het formulier wordt ingevuld overeenkomstig de aanwijzingen die erin vermeld staan, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend.

§ 3. De overeenkomstig het formulier over te leggen documenten, opmetingen of inlichtingen maken noodzakelijk deel uit van de aangifte en moeten erbij worden gevoegd.

Artikel 20. De aangifte moet elk jaar vóór 31 maart naar het Bestuur worden gezonden of op de zetel van het Bestuur worden afgegeven.

Artikel 21. De aangifte wordt onderzocht en het bedrag van de belasting wordt door het Bestuur bepaald.

De belasting wordt berekend op basis van de aangegeven elementen.

Artikel 22. Als het Bestuur zulks van hem vordert, wordt elke belastingplichtige ertoe gehouden de voor de bepaling van de berekeningsbasis vereiste stukken voor onderzoek mede te delen, zonder zich te verplaatsen.

Hij is ook verplicht gedurende de openingsuren toegang te verlenen tot zijn lokalen, terreinen en installaties opdat het Bestuur of een door de Regering aangewezen en door het Bestuur gemandateerde instelling technische controles zou kunnen verrichten.

Onverminderd het recht van het Bestuur mondelinge inlichtingen te vorderen, is elke belastingplichtige verplicht, wanneer het Bestuur zulks van hem vordert, de vereiste inlichtingen binnen de maand van de aanvraag schriftelijk te verstrekken ten einde de berekeningsbasis te onderzoeken.

Artikel 23. Als verscheidene bedrijven hun afvalwater gezamenlijk lozen of behandelen, wordt de belasting in gelijke aandelen onder hen verdeeld.

Ieder bedrijf is verplicht de bepalingen van de artikelen 18 tot 22 in acht te nemen.

De bedrijven die hun hoeveelheid verontreinigende stoffen nauwkeurig kunnen bepalen, mogen echter afzonderlijk worden belast.

Het saldo van de belasting wordt dan in gelijke aandelen verdeeld onder de overblijvende bedrijven.

Artikel 24. Als het Bestuur oordeelt dat de gegevens die de belastingplichtige hetzij heeft vermeld in een aangifte die voldoet aan de in de artikelen 19 tot 22 bepaalde voorwaarden, hetzij schriftelijk heeft aangenomen, moeten worden rechtgezet, deelt het de rechtzetting van de aangegeven hoeveelheid verontreinigende stoffen mede aan de belastingplichtige.

Elke wijziging wordt medegedeeld aan de belastingplichtige binnen een termijn van 8 manden met ingang van de dag waarop het Bestuur de aangifte heeft ontvangen.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking om zijn opmerkingen bij geschrifte voor te dragen. Het bedrag van de belasting mag niet worden vastgesteld vóór het verstrijken van die termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk instemt met de rechtzetting van zijn aangifte.

Artikel 25. § 1. Het Bestuur kan overgaan tot de ambtshalve aanslag op basis van de gegevens waarover het beschikt en eventueel van de controles die het verricht of laat verrichten als de belastingplichtige verzuimt :

1° hetzij een aangifte in te dienen binnen de in de artikelen 19, § 1, en 20, bedoelde termijn;

2° hetzij binnen de toegestane termijn een einde te maken aan de gebreken in de vorm die zijn aangifte aantasten ;

3° hetzij de krachtens artikel 22, § 3, van hem vereiste schriftelijke inlichtingen binnen de voorgeschreven termijn mede te delen.

De ambtshalve aanslag vindt plaats binnen een termijn van twee jaar met ingang van 31 maart van het jaar volgend op het lozingsjaar.

§ 2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve aanslag moet het Bestuur de belastingplichtige kennisgeven van zijn beslissing die procedure toe te passen en van de gegevens waarop de aanslag wordt berekend.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking om zijn opmerkingen bij geschrifte voor te dragen. Het bedrag van de belasting mag niet worden vastgesteld vóór het verstrijken van die termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk instemt met de verrichte aanslag.

Artikel 26. Als de belastingplichtige zijn gedeeltelijke of gehele onenigheid betekent binnen de in de artikelen 24, derde lid, en 25, § 3, bedoelde termijn, handelt het Bestuur als volgt :

1° als het kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, stelt het het bedrag van de belasting vast op basis van de gegevens die het voorafgaandelijk heeft aangenomen of vastgesteld en die omwille van die redenen werden herzien;

2° als het niet kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, stelt het de belasting vast op basis van de gegevens die het voorafgaandelijk heeft aangenomen of vastgesteld.

In geval van toepassing van artikel 26, 2°, geeft het Bestuur de belastingplichtige kennis van zijn beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de onenigheid.

Artikel 27. De belasting is het voorwerp van jaarlijkse of bijzondere kohieren. De kohieren worden vastgesteld door de Regering en uitvoerbaar verklaard door de door haar aangewezen afgevaardigde ambtenaar.

Artikel 28. Het bedrag van de belasting wordt aan de belastingplichtige medegedeeld door de met de invordering belaste ambtenaar die hem een aanslagbiljet toezendt uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het jaar van de indiening van de aangifte of op dat van de ambtshalve aanslag.

Artikel 29. De belasting dient te worden betaald binnen twee maanden na de zending van het aanslagbiljet.

Artikel 30. Bij niet-betaling van de belasting, de interesten of de kosten is het dwangbevel de eerste handeling van vervolging met het oog op hun invordering.

Het dwangbevel wordt uitgevaardigd door de ambtenaar belast met de invordering.

Het wordt betekend bij deurwaardersexploot, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het eveneens aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Artikel 31. De Regering bepaalt :

1° de te volgen procedure voor de aangiften, het opmaken van de kohieren, de betalingen, de kwijtingen, de vervolgingen;

2° het tarief van de vervolgingskosten die ten laste van de belastingplichtige komen.

*Afdeling 2 — Betaling en invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater*

Artikel 32. De Regering stelt de modaliteiten vast inzake inning, controle en invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater.

Zij bepaalt het tarief van de vervolgingskosten die ten laste van de belastingplichtige komen.

Artikel 33. De Regering kan de openbare watervoorzieningsmaatschappijen ermee belasten de op de opgeleverde totale hoeveelheid water berekende belasting voor rekening van het Gewest bij hun abonnees te innen of te helpen innen, zonder dat die maatschappijen of hun afgevaardigden de hoedanigheid van boekhouder van het Gewest genieten.

Zij regelt eveneens het bijhouden van registers door de watervoorzieningsmaatschappijen, alsmede de modaliteiten voor de inning van de belasting en voor de storting van de geïnde bedragen aan het Gewest, de wijze van mededeling aan het Gewest van de inlichtingen vereist voor de controle en de invordering van de eventueel ongeïnde belastingen.

Artikel 34. De belasting dient te worden betaald binnen de termijn vermeld in het door het Bestuur opgemaakte betalingsbericht en gericht aan de belastingplichtige door de met de invordering belaste ambtenaar of, in geval van toepassing van artikel 33, door de watervoorzieningsmaatschappij waarvan de factuur die de belasting duidelijk vermeldt als betalingsbericht geldt.

De betalingstermijn bedraagt minstens vijftien dagen en loopt met ingang van de zendingsdatum van het betalingsbericht.

Artikel 35. De belasting die de in artikel 13, § 3 en § 4, eerste lid, bedoelde personen overeenkomstig artikel 33 gedurende het voorgaande jaar betaald hebben, moet worden afgetrokken van het totale bedrag van de door het Bestuur overeenkomstig de artikelen 10 en 14 berekende belasting.

Artikel 36. Bij niet-betaling van de belasting is een dwangbevel de eerste handeling van vervolging met het oog op de invordering van de belasting, de interesten en de kosten.

Dat dwangbevel wordt uitgevaardigd door de met de invordering belaste ambtenaar; het wordt ondertekend en uitvoerbaar verklaard door de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem afgevaardigde ambtenaar.

Het wordt betekend bij deurwaardersexploot, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het eveneens aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Artikel 37. De in artikel 36, derde en vierde lid, bedoelde betekening of bekendmaking doet de overeenkomstig artikel 43 berekende moratoire renten lopen.

Artikel 38. De Regering mag iedere publiekrechtelijke rechtspersoon belasten met elke technische opdracht waarbij het Gewest het aantal eenheden verontreinigende stoffen kan vaststellen.

Artikel 39. § 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in de paragrafen 2 tot 4, wordt het dwangbevel uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, Titel III, deel V, betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

§ 2. Na de in de artikelen 30 en 36 bedoelde betekening of bekendmaking mag de met de invordering belaste ambtenaar in de door de Regering bepaalde gevallen laten overgaan tot de bekendmaking die als uitvoerend beslag onder derden geldt op de sommen en effecten verschuldigd door of toebehorend aan de belastingplichtige.

Het derdenbeslag moet eveneens bij aangetekende brief aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Het beslag heeft uitwerking met ingang van de afgifte van het stuk aan de geadresseerde.

Een bericht van beslag moet worden opgemaakt en verzonden door de met de invordering belaste ambtenaar, zoals bepaald in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 2 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dat beslag, met dien verstande dat het bedrag van het beslag ter hand wordt gesteld aan de met de invordering belaste ambtenaar.

§ 4. Het uitvoerend beslag onder derden dient bij deurwaardersexploot te worden gelegd overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer na het beslag dat overeenkomstig § 2 bij ter post aangetekende brief is gelegd, uit de verklaring waartoe de beslagen derde is gehouden, blijkt dat :

1° de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;

2° de beslagen derde zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;

3° een andere schuldeiser zich vóór de inbeslagneming door de met de invordering belaste ambtenaar heeft verzet tegen de afgifte door de beslagen derde van de door hem verschuldigde sommen.

In die gevallen behoudt het door de ambtenaar bij ter post aangetekende brief gelegde beslag zijn bewarende uitwerkingen indien die ambtenaar zoals bepaald in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek een uitvoerend beslag onder derden bij deurwaardersexploot laat leggen binnen de maand die volgt op het afgeven ter post van de aangifte van de beslagen derde.

§ 5. De uitvoering van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een met redenen omkleed verzet ingediend door de belastingplichtige met een bij deurwaardersexploot aan het kabinet van de voorzitter van de Regering te betekenen dagvaardiging voor het gerecht.

Artikel 40. De invordering van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater verjaart na vijf jaar met ingang van de datum waarop het kohier uitvoerbaar is verklaard.

De invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater verjaart per vijf jaar met ingang van de datum waarop het dwangbevel uitvoerbaar is verklaard.

Artikel 41. § 1. Voor de invordering van de belasting, de interesten en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op de inkomsten en op alle roerende goederen van de belastingplichtige, met uitzondering van schepen en boten.

Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na de voorrechten die in de artikelen 19<sup>e</sup> en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Boek II van het Handlowetboek zijn vermeld en na het voorrecht dat overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de Staat is voorbehouden.

§ 2. De belastingen, interesten en kosten zijn gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goederen die aan de belastingplichtige toebehoren en waarop hypotheeken kunnen worden gevestigd.

De wettelijke hypotheek doet geen afbreuk aan vroegere voorrechten en hypotheeken; zij heeft slechts rang met ingang van haar inschrijvingsdatum.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de met de invordering belaste ambtenaar. De inschrijving vindt plaats niettegenstaande verzet, betwisting of beroep.

Ze mag slechts worden gevorderd na verloop van de in artikel 29 bedoelde termijn van invorderbaarheid of na de in artikel 36 bedoelde betekening of bekendmaking.

Bij toepassing van artikel 36 wordt de hypotheek ingeschreven op overlegging van een door de met de invordering belaste ambtenaar voor eensluidend verklaard afschrift van het dwangbevel dat de betekenis- of bekendmakingsdatum vermeldt.

§ 3. Artikel 447, tweede lid, van Boek II van het Handlowetboek met betrekking tot de faillissementen, bankbreuken en betalingsuitstellen is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek :

1° voor de belastingen ingeschreven in de kohieren die vóór het faillietverklarende vonnis uitvoerbaar werden verklaard;

2° voor de verschuldigde belastingen waarvoor vóór het faillietverklarende vonnis een dwangbevel aan de belastingplichtige werd betekend of bekendgemaakt.



Artikel 42. De klacht betreffende de aanvraag tot terugbetaling van de belasting wordt ingediend bij exploit met een aan het Gewest aan het kabinet van de minister-voorzitter van de Regering te betekenen dagvaardiging voor het gerecht.

Die aanvraag wordt ingediend binnen twee jaar na de betaling.

Artikel 43. Bij niet-betaling binnen de in artikel 29 bepaalde termijn, brengen de verschuldigde sommen, met ingang van de volgende dag, voor de duur van de achterstallige betaling van rechtswege interesten ten behoeve van de Schatkist op tegen de wettelijke rentevoet.

Die interest wordt maandelijks berekend op basis van het bedrag van de nog verschuldigde belasting, naar beneden afgerond op duizend frank. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

De interest wordt slechts opgeëist indien ze in totaal honderd frank bedraagt.

Artikel 44. § 1. In geval van terugbetaling van de belasting zijn moratoire renten tegen de wettelijke rente verschuldigd.

De interesten worden maandelijks berekend op het bedrag van iedere betaling, naar beneden afgerond op duizend frank. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

Er is geen moratoire rente verschuldigd in geval van terugbetaling :

1° van de in de artikelen 24 en 25 bedoelde bijbelastingen die van ambtswege worden geïnd na het verstrijken van de klachttermijn;

2° indien de interest niet honderd frank in totaal bedraagt.

§ 2. De artikelen 28 en 29 van hetzelfde decreet worden de artikelen 45 en 46; in artikel 46 worden de woorden "in artikel 28" vervangen door de woorden "in artikel 45". De artikelen 30 tot 33 van hetzelfde decreet worden de artikelen 47 tot 50."

**Art. 9.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"9° de investeringsuitgaven voor de oprichting door de erkende zuiveringsinstellingen van behandelingscentra van slib afkomstig van septic tanks en de uitgaven voor de werkingskosten van die centra;

10° de uitgaven voor de behandeling van slib afkomstig van de zuiveringsstations van de erkende zuiveringsinstellingen;

11° de toelagen om het plaatsen van septic tanks en gelijksoortige zuiveringssystemen te bevorderen en de uitgaven voor het toezicht op de installaties van septic tanks en gelijksoortige zuiveringssystemen beslist krachtens artikel 39 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

12° de aan de gemeenten toegekende toelagen voor het opmaken van hun algemeen gemeentelijk afwateringsplan, krachtens artikel 36 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging."

**Art. 10.** De bijlage bij hetzelfde decreet wordt vervangen door de bijlagen bij dit decreet.

**Art. 11.** De hoeveelheid verontreinigende stoffen van het gedurende het jaar 1993 geloosde industriële afvalwater wordt vastgesteld overeenkomstig de formules en coëfficiënten bepaald in de artikelen 6 en 7 en in de bijlage bij het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991.

**Art. 12.** Onverminderd de bepalingen van artikel 11 treedt dit wijzigingsdecreet in werking op 31 december 1993, met uitzondering van artikel 8 waarvan de bepalingen in werking treden op de door de Regering vastgestelde data.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Namen, 23 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage I

Num- mering	Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerking
			Cl	Cz	
1	2	3	4	5	6
1	— Slachthuizen en slachterijen, excl. vleeswarenverwerking : a) varkens indien tevens darmslijmerij aanwezig, verhoogd met b) andere dieren Verhogingsfactoren : — bij lozing pensennest — bij lozing varkensbloed — bij lozing bloed van andere dieren — Pluimveeslachterijen	1000 kg geslacht gewicht	0,3		
		1000 kg geslacht gewicht	0,23		
			0,52		
			1,18		
			0,53		
			0,96		
2	Groep I Groep II Groep III	1000 kg geslacht gewicht 1000 kg geslacht gewicht 1000 kg geslacht gewicht	0,29 0,58 1,02		1 1 1
3	— Stijf- en zetmeelfabrieken	1000 kg uitgangsprодукт	3		
4	— Asbest-, asbestcement-, beton- steen-, kalk-, cement-, aardwerk- en glasfabrieken	100 werkdagen	0,35	0,014	
5	— Autorevisiewerkplaatsen, werkplaatsen voor tram en spoor, garages, spuitertijen	1 m <sup>3</sup> verbruikt water	0,05	0,032	
6	— Wasserijen, excl. wassalons : a) natwasserijen	1000 kg witgoed uitsluitend afkomstig van ziekenhuizen en hotels; lakenspakketten en handdoeken voor automatische handdoekrollen	0,44		
		1000 kg witgoed voor zover geen andere coëfficiënt van toepassing is	0,73		
		1000 kg bonngoed, bedrijfskleding en verhuurde handdoeken en keukenhanddoeken	1,02		
		1000 kg stijfgoed	1,62		
		100 werkdagen	0,18		
		1 m <sup>3</sup> verbruikt water	0,73		
		100 werkdagen	4,5	0,011	
		100 werkdagen	0,23	0,032	
		100 werkdagen	3,3	0,032	
		1000 kg aardappelen	0,87		
		1000 kg appels, peren aardbeien	1,02		
		1000 kg kersen, bessen en overige zachte vruchten	0,73		
		1 m <sup>3</sup> verbruikt water	0,04		
		1000 kg uitgangsprодукт	1,1	0,032	
7	b) chemisch reinigen				
	c) kledingververij				
8	— Poets- en smeermiddelenfabrieken				
	— Ijzerbeitserij; extra per 1000 kg geloosd bivalent ijzer				
9	— Aardappelverwerking tot voorgebakken parates-frites				
10	— Vruchtenconservefabrieken (incl. jamfabrieken)				
11	— Galvaniseerfabrieken				
12	— Gasfabrieken				

Num- mering	Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerking
			Cl	C2	
1	2	3	4	5	6
13	— Drukkerijen en andere grafische papier- en karton- verwerkende bedrijven	1 m <sup>3</sup> verbruikt water	0,04	0,022	
14	— Laboratoria	100 werkdagen	1,1	0,011	
15	— Zuivelindustrie a) niet gesaneerde bedrijven	1000 kg ontvangen melk 1000 kg ontvangen melk in ontvangstation 1000 kg boter en boterconcentraat (uit boter) 1000 kg boter (continu boterbereiding zonder wassen) 1000 kg kaas 1000 kg produkt in fles 1000 kg melkpoeder (walsenpoeder) 1000 kg melkpoeder (vertuivingsstoren) 1000 kg condens ijsbereiding p.r. 1000 kg grondstof 1000 kg ontvangen melk 1000 kg boter 1000 kg kaas 100 werkdagen 100 werkdagen 100 werkdagen	0,13 0,06 4,38 1,47 4,38 0,35 1,78 1,47 0,44 0,44 0,06 2,27 1,78 11,18 0,65 0,45		0,017
16	— Lak- en verfabrieken	1000 kg gefabriceerd produkt	0,5		
17	— Kaarsfabrieken en wasbekkerijen	1000 kg bier	1,33		
18	— Brood- en koekfabrieken en niet elders genoemde voedingsmiddelenfabrieken	1000 kg bier	0,34		
19	— Eiproduktenfabrieken	1000 kg uitgangsmateriaal	0,75		
20	a) Bierbrouwerijen	1000 kg eindprodukten	0,29		
21	b) idem bij terughouden van hop en bostel	100 werkdagen	0,22	0,014	
22	— Pindabranderijen	100 werkdagen	11,8	0,019	
23	— Cacao-, chocolade-, suikerwerk- en honingfabrieken	100 werkdagen	23,6	0,011	
24	— Keramische industrie	1000 kg beenderrijm	3,7		
25	— Chemische industrie a) minerale scheikunde en transformatieactiviteiten b) organische scheikunde	1000 kg uitgangsprодукт 1000 kg uitgangsprодукт 1000 kg uitgangsprодукт 10000 kg uitgangsprодукт 1000 kg bruto gewicht te destructuren materiaal 1 m <sup>3</sup> verbruikt water	6,9 7 10 10 20 1,1 0,06 0,04	0,012 0,011 0,011 0,011 0,011 0,032 0,032	
26	— Lijmfabrieken				
27	— Leder en huiden, pelsen :				
28	a) chroomleerlooiertijen				
29	b) plantaardigeleerlooiertijen				
30	c) witlooiertijen				
31	d) pelterijen				
32	e) zeemleerlooiertijen				
33	— Destilleerderijen				
34	— Emailleerderijen				

Num- mering	Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt	Opmerking
1			Cl	
2	2	3	Q	6
29	— Groentenconservenfabrieken	1000 kg aardappelen schrappen	4	
		1000 kg aardappelen blancheren	1,75	
		1000 kg wortelen, knollen	1,9	
		1000 kg rode bieten	1,3	
		1000 kg soepgroenten	21	
		1000 kg spinazie, andijvie, koolsoorten (behalve de bereiding van zuurkool) en koolraap	0,96	
		1000 kg prei, sperzie-, snijbonen en selderij	0,75	
		1000 kg doperwtien en capucijners	0,58	
		1000 kg andere groenten	1,02	
		1000 kg wortelen	0,5	
		1000 kg zilveruien	0,13	
		1000 kg melasse	0,23	
		1000 l gefabriceerd produkt	9,3	
		1000 kg ruwe oliën of vetten	0,12	
		1000 kg gefabriceerd produkt	0,7	
			0,06	
30	— Groentewasserijen	1000 kg gerst	0,16	
31	— Gist- en spiritusfabrieken	100 werkdagen	0,23	
32	— Limonadefabrieken en bottelarijen	100 werkdagen	0,23	
33	— Margarine-, vet- en spijsolefabrieken indien uitsluitend olie wordt gewonnen door het persen van zaden	100 werkdagen	0,032	
34	— mouterijen			
35	— Metaalindustrie			
	a) mechanisch bewerken			
	b) verzinkenij, non ferrobetserij			
36	— Metallurgische industrie			
37	— Papierindustrie	100 werkdagen	0,23	
		1000 kg papier uit houtslipsel of celstof idem uit ander materiaal	1,6	
		1000 kg karton	7,8	
38	— Strokartonfabrieken	100 werkdagen	4,9	
39	— Parfum- en cosmeticafabrieken	100 werkdagen	5,84	
40	— Visconserverfabrieken	1000 kg vis	2,43	
41	— Vismeeelfabrieken	1000 kg vis	3,3	
42	— Doserijen van erwten en capucijners	1000 kg uitgangsprодукt	0,034	
43	— Aardappelmeelfabrieken	1000 kg aardappelen	1,44	
44	— Zeepziederijen	1000 kg zeep indien ondertoog wordt geloosd verhoogd met 1000 kg suikerbieten	0,55	
45	— Suikerfabrieken en suiker- bietenrasperijen idem indien uitsluitend afvalwater van condensoren wordt geloozd	1000 kg suikerbieten	3,1	
46	— Textielabrieken :	1000 kg suikerbieten	0,27	
	a) spinnerijen		0,027	
	b) weverijen		0,18	
	c) ververijen		0,18	
	d) blekerijen		0,73	
	e) wolwasserijen		0,73	
		100 werkdagen	7	
		100 werkdagen		
		m3 verbruikt water		
		m3 verbruikt water		
		1000 kg ruwe wol		

Nummering	Bedrijfstak	Basis waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt	Opmerking
1	2	3	CI	CI
47	— Vatenwasserrijen	m3 verbruikt water	4	5
48	— Vulcaniseerrijsrichtingen, gummiwaren-, kabel- en kunstleerfabrieken	100 werkdagen	0,58	0,021
49	— Vleesverwerkingsbedrijven	1000 kg gefabriceerd produkt : het koken van zalm en ham 1000 kg gefabriceerd produkt : andere produkten	0,73 0,45	0,011
50	— Industrie voor de verwerking van kunststoffen	100 werkdagen	0,22	
51	— Elektriciteitscentrales	100 werkdagen	0,22	0,011
52	— Visteelt	1000 kg geloosde voedingsmiddelen	8	3
53	— Zwembaden	m3 verbruikt water	0,008	

## Opmerkingen :

1. Tot groep I behoren de bedrijven met een laag waterverbruik (10 m3 per 1000 kg geslacht gewicht) met goede voorzieningen voor het opvangen van bloed en zonder natte bewerking of nat transport van veren of slachtafval.

Tot groep II behoren de bedrijven met uitsluitend natte verwerking en/of transport van veren of slachtafval.

Tot groep III behoren de bedrijven met nat transport van veren of slachtafval, bovendien alle bedrijven met kipkokerij en alle overige bedrijven die niet tot groep I of II behoren.

2. Onder gesaneerde zuivelfabriek wordt verstaan een zuivelfabriek waarin goede voorzieningen ter beperking van de vervuilinggraad zijn getroffen, als het opvangen van drupmelk, het terughouden van het bezinksel uit boterwaswater, het opvangen van perswei, het voorkomen van lekverliezen e.d.

3. Verminderingspercentage ten gevolge van de toepassing van bepaalde maatregelen :

a) verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen 30%

b) filtrering op draaifilter aan de uitgang van de visteeltbassins 75%

c) bezinkbassins met aan het debiet aangepaste afmetingen met periodieke slibterugwinning 50%

Bij verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen en bij toepassing van één van de procédés a) of b) kan een globale vermindering van 100 % worden toegestaan als de op voorschrijf en onder toezicht van het Bestuur uitgevoerde analyses aantonen dat de meetbare hoeveelheid verontreinigende stoffen bijna of helemaal verdwenen is.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreetontwerp tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

De Minister-Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAPE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage II

Eenheid	Vermoedelijk verbruik
Gezinnen	
— hoofdverblijfplaats	100 m <sup>3</sup>
— bijkomende verblijfplaats	25 m <sup>3</sup>
Kampeerterrainen	
— kampeerplaats	20 m <sup>3</sup>
Bedrijven, kantoren	
— tewerkgestelde persoon	20 m <sup>3</sup>
Onderwijsinrichtingen	
— leerling	5 m <sup>3</sup>
Internaten, kazernes, hotels, rusthuizen, verzorgingscentra	
— bed	45 m <sup>3</sup>

Gezien om te worden gevoegd bij het decreetsontwerp tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

De Minister-Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen,  
Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage III

Categorie dieren	Eenheidshoeveelheid verontreinigende stoffen
Runderen	
mannelijke	1,5
— jonger dan 6 maanden	3
— van 6 tot 12 maanden	6
— van 1 tot 2 jaar	7,5
— ouder dan 2 jaar	
vrouwelijke	1,5
— jonger dan 1 jaar	3,5
— van 1 tot 2 jaar	10
— melkkoe	7,5
— moederkoe of afgedankte koe	
Varkens	
— mestvarkens	1,2
— zeug in produktie	3
Pluimvee	
— legghen	0,06
— vleeskip	0,04
— ander pluimvee	0,08
Schape en geiten	
— jonger dan 1 jaar	0,25
— ouder dan 1 jaar	0,7
Konijnen	0,4
Paarden	7

Gezien om te worden gevoegd bij het decreetsontwerp tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

De Minister-Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen,  
Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN